

Européennes: les hypocrisies du débat sur le débat

À deux semaines d'un scrutin vital pour l'Europe à l'aune de la poussée des populismes, la France débat... sur le débat. Faut-il organiser un face-à-face Macron-Le Pen avant l'élection du 9 juin ? Depuis avril, le chef de l'Etat et sa rivale de 2017 et 2022 se livrent à une drôle de mise en scène pour imposer un duel sans parvenir à s'entendre sur le choix des armes. A croire que la

possibilité du débat compte davantage que le débat lui-même, chacun campant un rôle joué et rejoué ces dernières années : pour l'une, l'incarnation du vote sanction ; pour l'autre, le rempart ultime contre l'extrême droite.

Que les deux protagonistes confortent leur duopole avant 2027, c'est de bonne guerre. Que les autres têtes de listes voient un « déni de démocra-

tie » dans ce détournement d'un scrutin proportionnel à un tour peut aussi se défendre (mais que fait donc l'Arcom ?). L'essentiel est ailleurs. Si en 2002 Jacques Chirac refusait d'affronter Jean-Marie Le Pen au nom de la lutte contre la « banalisation de la haine », c'est désormais Emmanuel Macron qui réclame à Marine Le Pen le combat - la diabolisation a vécu. Et si Gabriel Attal n'a pas mis K.O. un Jordan

Bardella pourtant moins affûté, c'est que le populisme se nourrit plus de colères que de rationalité - la bataille de la crédibilité est perdue.

Abstention et indécision des électeurs peuvent encore réserver des surprises malgré un RN à 33 %. Sur fond de nouvelle guerre froide, le destin de l'Union européenne mérite mieux que cette comédie politicienne entre

les deux finalistes de la présidentielle. Pour mobiliser, pour opposer plusieurs visions de l'Europe, pour sortir le pays du renoncement face au doute, il faut discuter de tout, partout, de la base au sommet. Sauf à accélérer le dépérissement démocratique par le rétrécissement du débat.

Rémi Godeau
@remigodeauX

L'exécutif défend depuis le début un texte « équilibré ». Mais cette volonté se heurte souvent à la mise en œuvre concrète de la légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté

Les députés face aux ambiguïtés de l'aide à mourir

Pronostic législatif engagé

Après 40 heures d'audition, 50 heures de travail en commission spéciale..., le projet de loi du gouvernement arrive ce lundi 27 mai en séance publique à l'Assemblée nationale pour ce jour de débat. C'est la première étape d'une navette parlementaire qui pourrait se prolonger jusqu'en 2025 à minima.

Dinah Cohen et Marie-Amélie Lombard-Latune

LA REMARQUE REVIENT souvent au sein du gouvernement : « Pour que le texte passe, il faudra qu'il fasse des mécontents des deux bords. » L'analyse politique se comprend. A gros traits, pour obtenir une majorité le 11 juin, date prévue pour le vote solennel à l'Assemblée, l'exécutif aura à trouver un équilibre ambigu. La gauche devra estimer que « l'aide à mourir » ne va pas assez loin quand la droite et l'extrême droite de l'Hémicycle jugeront son progressisme excessif. Mais, malgré tout, cette phrase paraît mal adaptée à un projet qualifié au sommet même de l'Etat de sujet éthique touchant à « la dignité humaine » (Emma-

nuel Macron à *Libération* et *La Croix* le 10 mars 2024).

A la veille de l'examen en séance publique, les différents camps s'observent, évaluent leurs forces et leurs faiblesses et, sous le couvert du secret, livrent leur pronostic. Le plus souvent, y compris parmi les opposants à « l'aide à mourir », on anticipe une adoption dans une version qui devrait être assez proche du texte initial. Débarrassée des modifications les plus polémiques apportées par la commission spéciale et qui ont déjà fait dire jusqu'à sa présidente - l'ex-ministre de la Santé, Agnès Firmin Le Bodo (Horizons) - que « l'équilibre du projet avait été rompu »



KAK

parce que des verrous importants avaient sauté. Au sein de la majorité (et dans l'Opinion qui a publié leurs interviews successives) sont alors apparues de premières divergences entre la présidente et le rapporteur général, le Modem Olivier Falorni.

Ces derniers jours, avant l'ouverture des débats dans l'Hémicycle, l'ac-

tuelle ministre Catherine Vautrin a dû calmer le jeu.

Doute. Les modifications apportées par la commission spéciale et les analyses des uns et des autres ont semé le doute dans les rangs du camp présidentiel. Un petit-déjeuner a réuni une cinquantaine de membres de la

majorité mercredi matin, au ministère, pour les apaiser. Les partisans de l'élargissement du texte ont défendu leurs positions, quand Catherine Vautrin a rappelé les lignes du gouvernement. Faire des mécontents, oui, mais ne jamais braquer. Avec cet objectif à l'esprit, le cabinet de la ministre mul-

●●● Pages 2 et 4

Nouvelle-Calédonie: les vérités de Jean-Jacques Urvoas

L'ex-garde des Sceaux analyse les annonces présidentielles de sortie de crise **Page 5**

Assurance-chômage: le patronat satisfait de la réforme

Les représentants des entreprises jugent que les mesures vont dans le bon sens **Page 6**

Paris-Berlin: Macron en quête de concret



SIPA PRESS

Le président de la République entame ce dimanche une visite d'Etat outre-Rhin. Un déplacement destiné à afficher l'unité entre les deux pays à deux semaines des élections européennes. Ce voyage est la première visite d'Etat d'un dirigeant français en Allemagne depuis celle de Jacques Chirac en 2000.

Page 7

nim
Groupe Menway

MANAGEMENT
DE TRANSITION
DEPUIS 2001

Un manager de transition
en 48 heures pour prendre en main
une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

●●● Suite de la page 1

tiplie depuis des semaines les entretiens bilatéraux avec des parlementaires de tous bords, sauf du Rassemblement national. Si le gouvernement ne se dit pas inquiet, il n'ose pas non plus afficher sa confiance, tant les incidents sont devenus communs dans ce Parlement redessiné. La constitution d'une majorité pourrait se jouer article par article, amendement par amendement.

Le discours que Catherine Vautrin prononcera ce lundi a également été « très travaillé », assurent ses proches, qui insistent : « La ministre juge qu'il s'agira d'un des textes sociaux les plus forts des dix ans d'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron. » Des contingences plus immédiates occupent aussi les esprits. A quinze jours des élections européennes, les tensions montent. « Les députés sont un peu désœuvrés à l'Assemblée en ce moment. Cette séquence va leur permettre d'exister », anticipe-t-on au sein du gouvernement. Jusqu'à vouloir en découdre ? Tout le monde préfère se convaincre que le débat restera, selon la formule consacrée, « serein et digne ».

Trois moments décisifs ont déjà été identifiés par la ministre. Ils correspondent aux trois amendements déposés par le gouvernement. Le plus délicat visant à rétablir le critère de l'engagement du pronostic vital engagé « à court ou moyen terme », définition transformée en commission par une maladie grave et incurable « en phase avancée ou terminale ». La possibilité d'inscrire le recours à l'aide à mourir dans les directives anticipées, ajoutée en commission, sera également vivement débattue.

Contradiction. « Il n'y a que trois amendements qui nous séparent de l'équilibre qui convient au gouvernement, ce n'est qu'un petit pas », veut-on croire autour de Catherine Vautrin. En parallèle, des parlementaires adeptes d'un élargissement pousseront pour maintenir la version votée en commission, voire aller plus loin, en ouvrant notamment le débat de l'accès à l'aide à mourir aux mineurs. Revenir au texte initial tout en laissant la latitude aux parlementaires de s'approprier le projet de loi... le leitmotiv de l'« équilibre », toujours.

C'est celui d'un « modèle français » de la fin de vie que défend Emmanuel Macron quand, après des mois d'attente et de reports successifs, il remet le sujet à l'agenda politique le 10 mars prochain par une interview à *Libération* et *La Croix*. Le Président se décrit « assez sûr du chemin qu'on prend », avec une « main [qui] ne tremble donc pas ». Derrière ces mots, se devinent plusieurs ambiguïtés du projet gouvernemental qui nourrissent les polémiques. Pour les opposants - parmi lesquels une partie du monde médical (dont les soignants en soins palliatifs, très actifs contre le projet) -, ce n'est qu'un feu vert à « la logique progressiste de la revendication prométhéenne d'émancipation », selon Bruno Retailleau au *Point*. Pour ses partisans, c'est l'aboutissement d'une volonté exprimée de longue date et massivement par les Fran-

Si l'aide à mourir représente environ 4 % des décès en Belgique et aux Pays-Bas, c'est, par projection, 30 000 personnes qui seraient concernées chaque année en France. De là à imaginer qu'elle deviendrait un mode de gestion du grand âge et une source d'économies pour la Sécurité sociale et les mutuelles...

çais (à 92 % favorables à l'euthanasie, à 87 % au suicide assisté, selon un sondage Ifop de mai 2024).

Une première contradiction apparaît rapidement dans les discours officiels. Il s'agit en même temps d'une « réforme sociétale majeure » et d'un changement qui ne concerne que « quelques centaines de cas par an ». Les opposants ont alors beau jeu de déclarer qu'il paraît dangereux de s'aventurer dans une « rupture anthropologique » pour les rares cas de malades qui ne pourraient être soulagés par des soins palliatifs avant d'accéder à une sédation profonde, autorisée depuis la loi Claeys-Leonetti de 2016.

Cette question du nombre de patients potentiellement concernés nourrit une autre



SIPA PRESS

Le rapporteur de la commission spéciale sur la fin de vie, **Olivier Falorni**.

controverse. Celle des comparaisons étonnantes. Là encore, les non-dits du projet favorisent les discours alarmistes. Si l'aide à mourir représente environ 4 % des décès en Belgique et aux Pays-Bas, c'est, par projection, 30 000 personnes qui seraient concernées chaque année en France. De là à imaginer qu'elle deviendrait un mode de gestion du grand âge et une source d'économies pour la Sécurité sociale et les mutuelles... Le pas est vite franchi par les plus hostiles qui, en outre, avancent que les expériences à l'étranger montrent que les « garde-fous » tombent vite.

Le cadre posé, il faut entrer dans le concret, se projeter dans la pratique. Mais, à chaque fois ou presque, la technique rouvre des questions éthiques

Peu à peu seraient inclus les malades psychiatriques, les polypathologies, les mineurs...

Les mots fâchent aussi. L'expression officielle d'« aide à mourir » servirait-elle à masquer les termes plus cliniques et explicites d'« euthanasie » et de « suicide assisté » ? C'est celle utilisée dans « les référentiels internationaux », assure Catherine Vautrin, sans vraiment convaincre. Dans son long exposé des motifs, le projet de loi réalise la performance de n'employer que le terme « aide à mourir », au risque de la confusion.

Recours. C'est encore une phrase présidentielle alambiquée qui vient semer le trouble. La loi, dit Emmanuel Macron, « ne crée, à proprement parler, ni un droit nouveau, ni une liberté, mais elle trace un chemin qui n'existait pas jusqu'alors et qui ouvre la possibilité de demander une aide à mourir sous certaines conditions strictes ». Le chef de l'Etat est accusé de jouer sur les mots.

Que fait le projet si ce n'est introduire un nouveau droit ? La preuve en est que la loi prévoit ses conditions d'accès (être majeur, souffrir d'une maladie grave et incurable, être en capacité de donner un consentement libre et éclairé, etc.), définit ses modalités (où ? quand ? comment ?) et, si l'aide à mourir est refusée par le médecin, permet au patient d'exercer un recours en justice. Dans son interview, Emmanuel Macron parlait même de recours de « membres de la famille », possibilité qui s'avérerait un casse-tête pour les juristes et a disparu du texte soumis au Parlement.

Enfin, et ce n'est pas le moindre, le cadre éthique posé, il faut entrer dans le concret, se projeter dans la pratique. Mais, à chaque fois ou presque, la technique rouvre des questions éthiques. Un exemple avec le mode d'emploi de l'administration de la substance létale au moment ultime. Le produit, si on le boit, est très amer. D'où, comme en Suisse, le choix laissé à la personne de demander à ce qu'il soit plutôt administré par une perfusion. Mais, dans ce cas, qui pose la perfusion ? Qui tourne le robinet du goutte-à-goutte ? Jusqu'où va l'intervention du soignant ? La frontière est-elle franchie entre suicide assisté et euthanasie ? C'est aussi à ce type d'interrogations que devront répondre les députés.

@malombard X @DinahCohen X

Quatre élus se livrent sur leur expérience personnelle

« LA RÉITÉRATION DU SOUHAI PAR DEUX FOIS EST INDISPENSABLE »



Caroline Fiat, vice-présidente (LFI) de l'Assemblée et rapporteure du texte.

« Au cours de ma carrière d'aide-soignante, d'abord en milieu hospitalier, puis dans un Ehpad en Lorraine, j'ai été profondément

bouleversée par deux cas, deux personnes, deux visages.

Il y a Monsieur X. Lui voulait simplement qu'on le laisse mourir sereinement, naturellement. Il refusait toute obstination déraisonnable, ne voulait pas non plus entendre parler d'une sédation profonde. Sa famille, elle, ne tolérait plus de voir ses souffrances. Et moi, soignante, j'entendais un homme me dire quotidiennement : « Je veux fumer mes derniers cigares, boire un bon whisky, m'endormir ivre et ne pas me réveiller. » Parfois, le système hospitalier se montre déraisonnable car pour de nombreux médecins, la guérison reste le seul horizon.

Et puis, il y a eu Monsieur Y. Lui ne supportait plus d'être cloué au lit après avoir eu une vie très active. Se voir contraint de faire ses besoins dans un bassin de lit, ce n'était plus supportable. Un jour, en quittant sa chambre, il m'a dit : « Je t'en prie, laisse-moi ton chariot de médicaments. Je vais m'en occuper. » Le voir partir seul avec sa femme en Belgique pour accomplir sa dernière volonté a été pour moi une défaite.

En tant que rapporteure, j'ai rédigé mes amendements en ayant à l'esprit ces cas de conscience qui constituent un poids moral sur le dos des soignants. Il est temps de reconnaître qu'on ne pourra jamais répondre à toutes les demandes. A mes yeux, la réitération du souhait de la volonté de mourir par deux fois est indispensable pour lever toute possibilité de douter. Une directivité anticipée ne peut suffire. Avec cette loi sur l'aide à mourir, j'espère que tous les soignants de ce pays pourront rentrer chez eux la conscience tranquille. »

« LA MORT PEUT ÊTRE VÉCUE COMME UN SOULAGEMENT »



Christine Pirès-Beaune, députée (PS).

« La mort d'un proche peut parfois vous hanter durant des années. En juillet 2018, ma mère est décédée à 79 ans, après plusieurs semaines dans le coma suite à un AVC. Aujourd'hui encore, je me demande si durant les dernières semaines de sa vie, elle a souffert. Je me revois tentant d'interpréter ses râles, guettant le moindre battement de cils ou clignement d'yeux, impuissante, condamnée à voir son corps se dégrader, lentement. A-t-elle souffert ? La question me hante encore et toujours. Et ces semaines, les pires de ma vie, prennent encore le pas sur mes beaux souvenirs avec elle. Elle n'avait pas rédigé de directives anticipées, nous n'avions jamais parlé fin de vie. Je le regrette d'autant que j'avais voté la loi Claeys-Leonetti en 2016 et que je m'étais intéressée au sujet.

La mort n'est jamais heureuse, elle peut cependant être vécue comme un soulagement. Un soulagement pour celle qui souffre, physiquement ou psychologiquement. Un soulagement aussi pour les proches qui souffrent de ne pouvoir apaiser l'être aimé. Après un long cheminement, de nombreuses lectures et auditions dans le cadre de nos travaux, mon opinion s'est renforcée. Je souhaite qu'une personne, en cas d'affection grave et incurable, qu'elle qu'en soit la cause (maladie ou accident), puisse décider de partir quand la vie lui devient insupportable.

Les droits de l'homme ne doivent pas s'arrêter à l'heure de la mort. C'est au patient (ou à sa personne de confiance désignée dans ses directives anticipées) de choisir s'il veut ou non qu'on l'aide à mourir. Notre société y est très majoritairement favorable. Je souhaite que le Parlement, enfin, crée ce droit, à l'image de nombreux pays qui nous entourent. Un nouveau droit

qui respecte avant tout le patient, la liberté de conscience des soignants et qui n'enlève rien à quiconque. »

« JE COMPRENDS CEUX QUI NE SOUHAITENT PAS PASSER CERTAINES LIMITES »



Elodie Jacquier-Laforge, vice-présidente (Modem) de l'Assemblée nationale.

« J'ai toujours été élevée dans un tabou de la mort. Lorsque ma mère était enceinte de moi, elle a perdu la sienne. Lorsque

mon père avait 18 ans, il a perdu ses parents dans un accident de voiture. Ils ne m'en ont jamais parlé par la suite. A 30 ans, alors que j'attendais mon premier enfant, j'ai appris que mon père avait la maladie de Parkinson. Les médicaments fonctionnent à peu près dix ans. Il y a eu la perte d'autonomie puis la démence. Il est décédé à 71 ans, incapable de déglutir. Jamais mon père n'a abordé le fait de mettre fin à ses jours ou de raccourcir sa souffrance. Dans l'un de ses moments de lucidité, il m'a seulement dit : « Ça y est, la maladie a pris le dessus. »

J'ai du mal à ne pas m'intéresser avant tout à ce que souhaite la personne. Par l'empathie et la compassion que je porte aux personnes malades, je comprends que certains veuillent aller au bout de leur existence, et je veux qu'elles puissent le faire dans les conditions de dignité les plus préservées possibles. Mais je comprends aussi celles qui ne souhaitent pas passer certaines limites pour elles-mêmes et je souhaite leur permettre de jouir de cette liberté supplémentaire. Se pose également la question des directives anticipées lorsque vous avez par la suite une perte de lucidité. Je crois que ce choix doit être respecté.

Je suis toutefois consciente que beaucoup de collègues sont déjà réservés et je veux aboutir à un texte. Cette loi ne résoudra pas tout, mais nous ne pouvons pas faire l'économie du débat autour de la mort dans notre pays et dans nos familles. »

« ON NE POURRA PAS DIRE QU'ON NE SAVAIT PAS »



Yannick Neuder, député (LR) et cardiologue.

« Au début de l'année, les parents de Ludivine [Le prénom a été modifié, NDLR], une jeune fille de 22 ans, me sollicitent pour organiser dans ma circonscription un événement carita-

tif. Atteinte d'une maladie rare, Ludivine a fait les frais d'une errance diagnostique qui lui a abîmé le foie. Après une transplantation hépatique, elle s'est retrouvée handicapée des quatre membres. Dans un élan de générosité, les parents ont pu récolter des fonds pour acheter un fauteuil roulant, une nouvelle voiture et installer des rampes d'accès dans leur logement.

J'ai été très heureux de voir la mobilisation des gens jusqu'à ce que sa mère vienne me voir, en février, dévastée. Ludivine venait de lui dire que finalement, il serait peut-être bien qu'elle demande l'aide active à mourir pour que ses parents aient moins de pression financière. Le sujet a toujours été le projet de vie de Ludivine. Jamais cette possibilité n'a été évoquée.

Moi qui étais ouvert au texte à ses débuts, je ne peux pas m'empêcher de me dire que tant que cette possibilité ne lui était pas offerte, Ludivine ne l'avait pas en tête. Alors je m'interroge. Faut-il légiférer ? Est-ce que prendre en charge les quelques cas compassionnels qui ne trouvent pas satisfaction aujourd'hui n'implique pas le risque d'ouvrir la boîte de Pandore ? Je crois que l'on ne mesure pas encore tous les effets que la loi peut avoir. Mais on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. Et je ne voudrais pas que mon nom et mon vote soient à la base d'un enchaînement législatif qui dépasse ce que l'on voulait faire. »

Propos recueillis par D.C. et Antoine Oberdorff @A.Oberdorff X



ÊTRE MOTEUR D'UN MONDE EN MOUVEMENT, C'EST :

Développer des **compétences** d'avenir

- Plus de **90 %** de nos **251 000** collaborateurs formés dans le monde pour accompagner la transformation de l'entreprise
- **144 millions** d'euros investis en formation en 2023, notamment en matière de nouvelles technologies digitales
- Plus de **60 000** collaborateurs formés aux technologies de la mobilité électrique

Créer des **opportunités** uniques pour nos collaborateurs

- **160** nationalités dans **37** pays et **16** marques emblématiques commercialisées sur **130** marchés
- **30 %** des postes à responsabilité occupés par des femmes
- Un mode de travail flexible à distance et sur site pour **100 %** des salariés éligibles
- **6 milliards** d'euros de participation aux bénéfices de l'entreprise redistribués aux collaborateurs en 3 ans et un plan d'actionnariat salariés à des conditions privilégiées

Atteindre le **Net Zéro Carbone** ⁽¹⁾ d'ici 2038

- **48** modèles 100 % électriques d'ici la fin 2024, **30** déjà lancés et une croissance des ventes en 100 % électrique de **21 %** en 2023
- Réduction de **7,3 %** des émissions de CO₂ eq. en intensité carbone ⁽²⁾ traduisant un gain moyen de **5,9** tonnes de CO₂ par véhicule vendu en 2023 (versus 2021) sur l'ensemble de la durée de vie du produit, soit **12,6 %** de réduction des émissions de CO₂ eq. ⁽³⁾ en valeur absolue (versus 2021)
- **3** «grEEen campus» en développement en France, en Italie et en Allemagne pour accueillir nos centres d'expertise et de Recherche & Développement

Ensemble, traçons la route



CHRYSLER



DODGE



FIAT



Jeep



LEASYS



WWW.STELLANTIS.COM

(1) avec un pourcentage de compensation des émissions résiduelles à un seul chiffre, conformément à l'objectif défini dans le plan stratégique Dare Forward 2030 disponible à l'adresse suivante : <https://www.stellantis.com/en/company/dare-forward-2030> (2) scopes 1, 2 et 3, gain en tCO₂ eq./veh = tonnes d'émissions CO₂ équivalent par véhicule vendu calculé sur l'ensemble du cycle de vie du produit. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse> (3) scopes 1, 2 et 3, gain en valeur absolue en millions de tonnes d'émissions CO₂ équivalent. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse>

Fin de vie: à l'Assemblée, les clivages partisans persistent

CE DEVAIT ÊTRE L'EXCEPTION de la législature. Une sorte de respiration pour aborder un sujet que l'on disait au-delà des considérations partisanses, suspendu quelque part entre l'intime, l'éthique et le philosophique. La politique a finalement repris le dessus. La liberté de vote demeure, mais les équilibres se sont clairement distingués, dès la commission, entre gauche et droite. « On a retrouvé une répartition partisane, même s'il y a toujours des particularités en raison d'histoires personnelles », observe-t-on au sein du gouvernement.

Pour assouplir le texte, les macronistes les plus ouverts ont ainsi pu compter sur le soutien de la gauche. A l'inverse, LR et le RN ont été les principaux opposants. « Ils ont choisi d'envoyer les plus réacs en commission », estime la députée apparentée Renaissance, Cécile Rilhac.

Le même schéma devrait se reproduire en hémicycle. Les deux groupes ont déposé le plus grand nombre d'amendements - 1201 pour LR, 661 pour le RN -, parmi lesquels certains de suppression de l'aide à mourir. Leurs auteurs blâment les travaux en commission, à l'origine selon eux d'un durcissement de leurs positions. A l'image du LR Yannick Neuder, autrefois « ouvert » et qui considère maintenant que « le mal est fait ». « Même si l'on revient au texte initial, on a vu qu'on pouvait basculer en 72 heures vers quelque chose de beaucoup plus permissif. » « On est passés d'une simple majorité à une écrasante majorité contre le texte », affirme Christophe Bentz, député RN, alors que Marine Le Pen a déjà fait savoir son opposition. Il se dit « extrêmement étonné d'avoir vu le gouvernement dépassé par sa majorité et la Nupes ».

Indécis. Une conséquence, aussi, du calendrier choisi dans la dernière ligne droite des européennes ? « LR court après un électorat conservateur. On voit le glissement : on est plus dans des enjeux sociétaux mais dans des enjeux politiques », analyse Cécile Rilhac. « Ils vont jouer le clivage très fort pour essayer d'exister », abonde un conseiller de l'exécutif. Les députés LR susceptibles d'être favorables au texte se comptent désormais sur les doigts d'une main, menant le gouvernement à concentrer ses efforts sur sa gauche.

Reste à gérer le camp présidentiel où les équilibres sont moins définis. Les élus Horizons, plus à droite, sont naturellement plus favorables à la version initiale. Au sein du MoDem, une branche plus conservatrice est également frileuse.

Les « absolument » favorables plus nombreux que jamais

SONDAGES, PÉTITIONS, interviews de personnalités : à la veille du débat parlementaire sur le projet de loi Fin de vie, les tentatives d'emporter l'adhésion se multiplient dans chaque camp. Le *Journal du dimanche* met Michel Houellebecq et la présidente de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs, Claire Fourcade, à la Une pour expliquer que « l'euthanasie est une solution du passé » et que le métier de soignant « n'est pas de tuer ».

Ces dernières semaines, la Ville de Paris lance une campagne d'affichage avec ce slogan : « Choisir de mourir dans la dignité est un droit fondamental ». A ceux qui l'accusent de faire de la propagande avec de l'argent public et souligne

Les sondages montrent un soutien massif à une évolution législative

qu'Anne Hidalgo est membre du comité d'honneur de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD, militant pour « le choix des conditions de sa propre fin de vie »), la mairie répond que cette prise de position correspond au vote de sa majorité.

Quand les adversaires du projet avancent le chiffre de 800 000 signataires d'une pétition contre la légalisation (en fait, treize organisations de soignants ont validé un texte opposé à la légalisation dans *Le Figaro*), le *Nouvel Obs* publie en couverture « le manifeste des 109 pour faire évoluer la loi », sur le modèle du manifeste des 343 en faveur de l'IVG en 1971.

Une certitude, les sondages montrent un soutien massif à une évolution législative. « Evidemment ! Personne ne répondra qu'il veut mourir "dans d'atroces souffrances" »,

Si elle compte très peu d'opposants fermes, la majorité est surtout traversée par de nombreux indécis, que le cabinet de Catherine Vautrin s'emploie à rencontrer. La liberté de vote complique la tâche. Les plus convaincus comptent jouir d'une liberté totale. Comme l'a fait le rapporteur général (MoDem) Olivier Falorni, en soutenant le retrait du critère du pronostic vital engagé à court ou moyen terme contre l'avis du gouvernement. Des parlementaires vont aussi mettre au débat l'élargissement aux patients atteints de maladies neurodégénératives ou aux mineurs, avec le soutien de la gauche.

Parmi les moins initiés, certains préfèrent à l'inverse s'en remettre aux consignes de l'exécutif. Pour éviter au maximum les incidents de vote, la ligne du gouvernement est régulièrement transmise aux présidents des trois groupes de la majorité. Quant au vote final, un cadre relativise : « Ça reste un projet présidentiel, et il est difficile de s'opposer à un projet présidentiel. »

Soucieux de ne pas retomber dans un clivage purement partisan qui pourrait tendre les débats, le gouvernement a décidé de doubler le temps de parole des groupes. Lundi, chacun pourra ainsi faire entendre sa voix dans toute sa nuance.

Dinah Cohen
@DinahCohenX



SIPA PRESS

Dans l'**Hémicycle**, le texte sur la fin de vie aura finalement provoqué une nette division entre la droite et la gauche.

rétorquent les opposants à l'aide active à mourir. Directeur général de l'Ifop, Frédéric Dabi met les choses au point. Année après année, les enquêtes montrent une adhésion massive à « une mort choisie ». Le politologue est catégorique : « Je n'ai jamais vu un sujet où il existe un tel hiatus entre ce que veulent les Français et ce que prévoit actuellement la loi (Claeys-Leonetti). Ils veulent avoir cette liberté, et ce, quels que soient leur âge, leur genre, leur famille politique ».

Tendances lourdes. Dans le dernier sondage de l'Ifop pour l'ADMD, la question - Etes-vous favorable à l'euthanasie lorsque le patient, atteint d'une maladie insupportable et incurable, en formule la demande ? - peut sembler suggérer la réponse. Frédéric Dabi réfute ce biais, précisant que la formulation est identique depuis 2001 et l'affaire Vincent Humbert.

Les résultats sont très clairs : 92% des Français approuvent le recours à l'euthanasie, 87% au suicide assisté. Deux tendances lourdes se dégagent. Tout d'abord, la proportion de sondés « absolument » favorables à une évolution augmente. De 38% en 2001, elle passe à 55% en 2024. Ensuite, les distinctions partisanses ne se mesurent qu'à l'épaisseur du trait. Selon l'Ifop, l'ensemble de la gauche approuve l'euthanasie à 91%, la majorité présidentielle à 98%, la droite à 92%, Reconquête et le RN à 95%.

Légère différence, les électeurs de LFI sont les moins en faveur du projet (à 87% cependant). « Une conséquence du vote musulman chez les insoumis », estiment plusieurs observateurs, analyse qui ne convainc cependant pas Frédéric Dabi puisque 94% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon en 2022 sont pour. Un chiffre identique à celui des partisans de Marine Le Pen.

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombardX

Tribune libre Monseigneur Matthieu Rougé

Un suicide assisté pour notre société



LA PRÉSENTATION par le président de la République du projet de loi « relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie » avait suscité de nombreuses inquiétudes. La directrice de la rédaction de *La Croix* avait qualifié les annonces présidentielles de « dévoiement de la valeur de fraternité ». Le moins que l'on puisse dire est que l'examen de ce projet par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale a amplement confirmé ces inquiétudes.

Les critères d'éligibilité à la mort provoquée, d'emblée identifiés comme flous par de nombreux observateurs qualifiés, ont été considérablement élargis : en vue du recours au suicide assisté ou à l'euthanasie, pour appeler les choses par leur nom comme l'a recommandé le Conseil d'Etat, le critère du pronostic vital engagé à « court ou moyen terme » a été remplacé par celui d'une affection grave et incurable « en phase avancée ou terminale ». « Une affection grave en phase avancée » : voilà qui peut englober pratiquement toutes les pathologies, physiques comme psychiques.

Un article a été ajouté au projet de loi, avec l'avis expressément favorable du gouvernement, pour créer un délit d'entrave à la mort provoquée : « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher de pratiquer ou de s'informer sur l'aide à mourir par tout moyen, y compris par voie électronique ou en ligne, notamment par la diffusion ou la transmission d'allégations ou d'indications de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur les caractéristiques ou les conséquences médicales de l'aide à mourir ».

Interdiction. N'y a-t-il pas là une interdiction, proprement liberticide, de tout débat durable sur la légitimité et le bien-fondé de la mort provoquée ? Certains médecins se demandent déjà si le fait de prendre en charge et de réanimer une personne en détresse qui a tenté de mettre fin à ses jours ne risquerait pas de tomber un jour ou l'autre sous le coup de cette disposition pénale.

Il est impressionnant de voir le nombre de personnalités très qualifiées, aux parcours professionnels, politiques, philosophiques et spirituels variés, qui ont pris la parole ces derniers jours avec vigueur et inquiétude sur le débat en cours. Marie de Hennezel, pionnière des soins palliatifs, dont François Mitterrand a préfacé le premier livre, *La mort intime*,

« Beaucoup ont été saisis par le cri de Jeanne-Françoise Hutin, grande personnalité de la pédagogie et de la construction européenne, dans "Ouest France" : "Si cette loi passe, je rends ma légion d'honneur !" »

a publié dans *Ouest France* une lettre ouverte au président de la République, qui, dénonçant l'assimilation de la mort provoquée à un soin, s'achève par une interpellation particulièrement vibrante : « Vous rendez-vous compte de ce que cette perversion du concept de soin fera peser sur une profession déjà malmenée ? Comment ferez-vous pour restaurer cette confiance, pour protéger les plus vulnérables de notre société ? ».

Jean-Marc Sauvé, ancien vice-président du Conseil d'Etat, avait interrogé dans *Le Monde* dès septembre 2023 : « Légaliser l'euthanasie, n'est-ce pas renoncer à la construction de notre projet collectif ? ». Il vient de persister et de signer dans *Le Figaro* : « Au nom d'un

droit nouveau, l'autodétermination de la personne, nous allons vers une société qui va ajouter au désespoir individuel une forme d'impuissance collective. Quand tout se juge à l'aune de l'utilité individuelle et de l'apparence de liberté, on ne parvient plus à penser en termes d'interdépendance et de solidarité ».

Beaucoup ont été saisis par le cri de Jeanne-Françoise Hutin dans *Ouest France* : « Si cette loi passe, je rends ma

« Si toute vie ne mérite pas d'être vécue et respectée, alors la logique de mort risque de l'emporter, ainsi que l'atteste la violence croissante de notre société »

légion d'honneur ! ». Jeanne-Françoise Hutin est une grande personnalité de la pédagogie et de la construction européenne. En l'élevant au grade d'officier de la Légion d'Honneur il y a quelques années, le président Macron avait déclaré : « Vous êtes de ces humanistes qui rendent fier notre pays, et par les combats que vous avez livrés aux côtés de votre époux, dans l'enseignement et pour l'Europe, vous avez été un formidable moteur de progrès et un formidable exemple ».

Qu'est-ce qui justifie le cri d'alarme de Jeanne-Françoise Hutin ? Un certain sens du progrès précisément, qui passe par une meilleure prise en compte de la fragilité humaine. « La solution pour les personnes qui souffrent et qui sont malheureuses, souvent désespérées, ce serait donc de les tuer ! C'est dramatique ! Ces personnes, elles cherchent avant tout à être comprises, à être aimées, à être estimées ».

Lanceurs d'alerte. La litanie est longue des lanceurs d'alerte de l'authentique dignité : Didier Sicard, ancien président du CCNE, Emmanuel Hirsch, fondateur de l'espace éthique de l'AP-HP, Jean Léonetti, principal rédacteur de la loi qui porte son nom, de nombreuses associations de soignants, les philosophes Agata Zieliński, Jacques Ricot ou Dominique Bourg, le professeur Laurent Lantieri, qui a mené à bien la première greffe de visage au monde, le député et chef de service à l'hôpital Georges-Pompidou Philippe Juvin, inquiet de voir qu'on repousse d'un revers de la main le serment d'Hippocrate, expression symbolique par excellence de la déontologie médicale, des députés aux appartenances partisanses variées comme le communiste Pierre Darhéville ou le socialiste Philippe Potier, sans oublier François Bayrou et la revue d'idées centriste France Forum.

Ces lanceurs d'alerte, malgré leurs états de service, crient dans le désert et se heurtent à la porte close d'un gouvernement semble-t-il dépassé par une machine infernale qui s'est emballée.

Nous sommes tous désireux de lutter et contre la souffrance et contre l'obstination déraisonnable, dont il est d'ailleurs trop peu question dans les débats en cours. Il est évidemment plus que légitime d'engager un travail renouvelé à propos des douleurs réfractaires et des dispositifs innovants à mettre en œuvre pour mieux y faire front. Mais la banalisation de la mort ne peut pas constituer une réponse juste à la souffrance humaine.

Si toute vie ne mérite pas d'être vécue et respectée, alors la logique de mort risque de l'emporter, ainsi que l'atteste la violence croissante de notre société. Il y a comme une logique de suicide collectif dans la pente euthanasique actuelle, une peur de vivre en réalité, un refus d'aimer la vie et de la faire aimer. Qui rouvrira un chemin de vie pour notre société si profondément blessée ?

Matthieu Rougé est l'évêque de Nanterre et membre du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France.

L'ex-garde des Sceaux **Jean-Jacques Urvoas** analyse la portée des annonces présidentielles sur la Nouvelle-Calédonie

« Un référendum national n'apaiserait pas l'archipel »

Contradictions

Le 24 mai, à Nouméa, Emmanuel Macron propose aux Calédoniens de **voter sur un éventuel accord politique concernant les problèmes de l'archipel**. Le 26 mai, dans *Le Parisien*, il envisage un référendum, national cette fois, en cas d'échec d'un accord politique. Manuel Valls qualifie de « faute » cette initiative. La situation reste très tendue, alors que l'on déplore sept morts depuis le début des émeutes. L'aéroport de La Tontouta ne rouvrira que le 2 juin.

Interview Corinne Lhaïk

DÉTAILLANT LES ENJEUX des troubles qui ébranlent la Nouvelle-Calédonie, **Jean-Jacques Urvoas**, ancien ministre de la Justice et professeur de droit public à l'université de Bretagne occidentale, précise la nature des défis à relever pour parvenir à un accord.

Quel est le sens de la consultation proposée par Emmanuel Macron à Nouméa ?

Cette consultation ne peut se tenir que si la situation se stabilise et dans la perspective d'un accord politique global. Le dégel du corps électoral sera à nouveau discuté dans ce cadre. Il y a beaucoup de flou dans cette annonce. Pour l'instant, il s'agit seulement d'une méthode avec un calendrier approximatif.

Comment comprendre cet autre référendum, national cette fois, dont parle le Président dans une interview au *Parisien* ?

Il se situe dans l'hypothèse où il n'y a pas d'accord global. Le Président pourrait alors faire valider le texte sur le dégel électoral voté par l'Assemblée nationale et le Sénat par un référendum national. Sur un tel sujet, c'est surprenant : cela ne permettrait pas d'apaiser la Nouvelle-Calédonie et ce référendum se transformerait vite en vote de confiance pour Emmanuel Macron. Personne ne doute du résultat.

Le Président se donne toutefois un mois pour estimer si un accord politique est possible. Comment comprendre cette échéance ?

Techniquement parlant, ce délai lui donne encore le temps de convoquer le Congrès à Versailles au début du mois de juillet, comme il l'avait évoqué, afin d'introduire dans la Constitution la modification du corps électoral calédonien votée. Sauf que c'est ce schéma initial qui a déclenché les violences sur l'archipel. Il ne faudrait pas que ce nouveau rendez-vous soit un autre ultimatum. Or les différentes parties calédoniennes n'ont pas la même interprétation du délai. Les loyalistes, très attachés à l'adoption de ce texte, estiment que la date butoir du 1^{er} juillet est maintenue. Pour les indépendantistes, elle a disparu puisque le Président lance un processus. Il faut donc rapidement éclaircir cela. De surcroît, comment peut-on estimer l'avancée des négociations ? Sur quels critères ? Le fait que des discussions soient entamées suffit-il ? Faut-il que tous les acteurs y participent ? Le format (bilatérales, multilatérales) entre-t-il en compte ? Pour le moment personne ne le sait.

Seuls les Calédoniens voteront, a dit le Président. Comment est-ce possible ?

Là encore, c'est ambigu. S'il s'agit d'un référendum local, il faudra préciser le corps électoral habilité à participer à ce vote. En Calédonie, il en existe trois : un « général » pour les élections présidentielles, municipales, européennes, un pour les provinciales et un pour les référendums sur l'autodétermination. Cette définition du corps électoral passe obligatoirement par une inscription dans la Constitution, donc par la modification de son article 76. L'écriture actuelle date de l'accord de Nouméa, en 1998. Mais cette définition n'était valable que pour cet accord. Une nouvelle révision sera donc nécessaire pour permettre ensuite la tenue d'un référendum calédonien. Elle se fera probablement lors d'un Congrès à Versailles : on peut supposer que les parlementaires valideront un accord global adopté par les forces politiques néo-calédoniennes.

La recherche de cet accord relève-t-elle de la mission confiée à des médiateurs par le Président ?

Difficile de le dire car justement les trois médiateurs n'ont pas reçu de lettre de mission précisant ses objectifs. La durée de leur



SIPA PRESS

Pour **Jean-Jacques Urvoas**, le système social calédonien est condamné à la banqueroute, au regard de la situation actuelle.

travail n'est pas non plus très claire. Est-elle limitée aux dix jours qu'ils vont passer sur le territoire ? Couvre-t-elle la période d'un mois évoquée par Emmanuel Macron ? Sera-t-elle prolongée au-delà ?

Comment le dialogue peut-il s'organiser ?

Un mot est essentiel dans la déclaration du Président affirmant que « l'Etat jouera un rôle impartial pour permettre la reprise du dialogue. » Cet engagement d'impartialité est nouveau et bienvenu car les indépendantistes accusent l'exécutif de pencher de l'autre côté. Reste cependant à définir ce que serait un « accord global ».

Quelles sont les différentes possibilités ?

La première question est de savoir qui va le signer. Faut-il la signature du FLNKS ou celle des formations qui le composent ? Du côté des loyalistes, on compte trois partis, l'adhésion de l'un d'entre eux pourrait-elle suffire ? Faut-il un accord majoritaire sur la base des voix obtenues lors des élections au Congrès ? Ou au contraire un accord unanime comme l'ont été ceux de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) ? C'est souhaitable, mais les différences entre les formations sont nettes, ce qui rend l'exercice très difficile. C'est d'ailleurs pour cela que, jusqu'à présent, les multiples tentatives de négociation n'ont pas abouti. C'est donc tout le défi à relever et je crains qu'un mois ne soit pas suffisant pour y parvenir.

Le contenu d'un accord global tel que décrit par Emmanuel Macron répond-il aux problématiques ?

Oui, le menu est complet. Il était essentiel d'intégrer les questions sociales, car la situation économique liée aux destructions des entreprises et des magasins est effroyable. Alors qu'il était déjà en grande difficulté financière, le système social calédonien est condamné à la banqueroute, au regard de la situation actuelle. La parole de l'Etat sera attendue.

Qui serait signataire ?

A priori, les forces politiques. La société civile sera associée au dialogue, a dit Emmanuel Macron. J'imagine que l'on ne va pas oublier d'associer à la négociation les forces religieuses, essentielles en Nouvelle-Calédonie, et les deux associations de maires. On pourrait imaginer la création d'une instance dans l'esprit de celui du Conseil national de la Résistance. Ou bien de demander au Cese local de signer, de même pour le Sénat coutumier.

Quels sujets seront les plus délicats à traiter ?

L'un d'entre eux concerne l'organisation des pouvoirs publics. Depuis plusieurs années, la présidente de la province Sud, Sonia Bac-kès, esquisse un projet institutionnel qualifié d'« hyper-provincialisation ». Ce qui revient à donner beaucoup de pouvoirs aux provinces, au détriment des structures fédérales comme le gouvernement. Ses adversaires considèrent que cela cache une partition entre le nord et le sud, ce qui est un point de blocage. La question de la citoyenneté calédonienne, dérogatoire du droit commun, est également sensible : elle ouvre le droit à l'emploi local. Doit-elle être déclarée irréversible ? Enfin, la répartition des sièges au Congrès est une autre bombe potentielle : volontairement, la province Sud, celle des loyalistes, y est sous-représentée. Aujourd'hui, ils réclament une stricte proportionnalité, ce que refuse le FLNKS.

@clhaik

Interrogé, l'expert François Ecalle, ancien magistrat de la Cour des comptes, n'a pas fait la réponse attendue

Commission d'enquête sur la dette: LR dans l'embarras

Spécialiste

LR a demandé cette commission d'enquête à l'Assemblée nationale. Elle est présidée par Philippe Juvin, mais son rapporteur est le député Renaissance Mathieu Lefèvre.

Marc Vignaud

LES RÉPUBLICAINS ne font pas mystère de leur volonté d'exploiter politiquement la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'augmentation de la dette depuis 2017, date de l'élection d'Emmanuel Macron, pour mettre en difficulté la majorité sur le budget.

Jeudi, lors de sa deuxième réunion, la commission présidée par Philippe Juvin a auditionné François Ecalle, l'un des meilleurs spécialistes sur les finances publiques, passé par l'administration de Bercy de 1993 à 1997. L'ancien magistrat de la Cour des comptes, qui a tenu la plume du rapport annuel de référence de l'institution sur les « perspectives de finances publiques » de 2008 à 2016, y a fait une démonstration pour le moins contrariante.

De la fin de 2016 à la fin de 2023, la dette publique française a augmenté de 911 milliards d'euros, a commencé par rappeler l'ancien magistrat de la Cour des comptes. Une somme astronomique, supérieure à celles des précédentes présidences.

Sauf que la réalité est plus nuancée. « Un milliard d'euros n'a pas la même signification aujourd'hui et autrefois, ou encore aujourd'hui en France et dans d'autres pays, souligne l'auteur du site internet de référence sur les finances publiques, Fipeco. Pour comparer les dettes dans le temps et dans l'espace, les économistes les rapportent généralement au produit intérieur brut (PIB), parce que c'est la somme des revenus et que les impôts et cotisations sociales sont prélevés sur ces revenus. Le PIB est une approximation de l'assiette des prélèvements obligatoires qui eux-mêmes garantissent le remboursement, intérêts compris, de la dette publique ».

Paradoxe. Rapportée au PIB, l'augmentation de la dette est bien réelle, mais pas aussi forte qu'on pourrait le penser. Depuis fin 2016, la dette publique française est passée de 98% à 110,6%, soit une hausse de 12,6 points. « C'est beaucoup, mais elle a augmenté plus fortement au cours d'autres périodes marquées par une récession. La dette a ainsi augmenté de 18,9 points de PIB de fin 1992 à fin 1996 et de 26,3 points de fin 2007 à fin 2012 ». La seconde période correspond à la présidence de Nicolas Sarkozy...

La dette française a toutefois continué à progresser sous Emmanuel Macron alors que, dans le même temps, la dette moyenne des pays de la zone euro a diminué de 1,8 point. « La France est le pays de la zone euro où la hausse de la dette a été la plus forte sur cette période », souligne François Ecalle.

Mais il faut s'intéresser aux raisons de l'augmentation de cette dette. Paradoxalement, le déficit annuel, qui vient alimenter la

Selon l'économiste, il aurait fallu réduire les dépenses publiques avant de baisser les impôts. Et de souligner que « d'autres gouvernements avaient commis cette erreur avant 2017 et c'est une cause importante de l'augmentation de la dette publique depuis cinquante ans »

dette publique, a « moins augmenté de 2016 à 2023 que le déficit moyen de la zone euro (1,7 point de PIB pour la France contre 2,1 points pour la moyenne de la zone) ». Mais alors, pourquoi la dette hexagonale a-t-elle davantage progressé ?

La réponse est simple : « surtout parce que notre déficit public était déjà très élevé en 2016 », relève François Ecalle. A l'époque, le déficit atteignait 3,8% du PIB. C'était alors



SIPA PRESS

Sous **Emmanuel Macron**, le déficit a bondi de 1,7 point pour atteindre 5,5% du PIB en 2023.

le deuxième plus important de la zone euro. « Même s'il a ensuite un peu moins augmenté que la moyenne, il est resté parmi les plus élevés. En 2023, il était encore le deuxième de la zone », explique François Ecalle.

Sous Emmanuel Macron, le déficit a bondi de 1,7 point pour atteindre 5,5% du PIB en 2023. Selon François Ecalle cette hausse s'explique entièrement par une diminution des prélèvements par rapport au PIB (-1,7 point). Les dépenses publiques, elles, sont restées au même niveau qu'en 2016. Autrement dit, Emmanuel Macron a baissé les impôts, au prix d'une augmentation de la dette et des déficits. Dans la zone euro, au contraire, le déficit a augmenté de 2,1 points sur la même période, marquée, notamment, par la crise du Covid et la crise inflationniste. Mais cette hausse résulte intégralement d'une augmentation des dépenses publiques par rapport au PIB.

Pour François Ecalle, il aurait donc fallu réduire les dépenses publiques avant de baisser les impôts. Emmanuel Macron « a mis la charrue avant les bœufs ». Et de souligner que « d'autres gouvernements avaient commis cette erreur avant 2017 et c'est une cause importante de l'augmentation de la dette publique depuis cinquante ans ». Le spécialiste a ainsi calculé que « l'héritage de l'histoire » lié à un déficit élevé en 2016, explique de « 50 à 70 % de l'augmentation de la dette de fin 2016 à fin 2023 ». Les augmentations de dépenses et baisses de recettes d'Emmanuel Macron ont contribué aux alentours de 30% à la hausse de la dette de 911 milliards, soit environ 275 milliards.

Sur les conséquences négatives de l'augmentation de la dette sur le pouvoir d'achat, une relation que les LR veulent souligner lors de leur commission d'enquête, François Ecalle rappelle qu'emprunter permet de préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises. Le problème, c'est que « nous remettons le problème à plus tard ».

Emballerment. Peut-on s'accommoder de voir la dette publique grossir sans cesse, même dans les périodes pendant lesquelles l'économie se redresse ? « Nous pouvons peut-être continuer pendant longtemps d'emprunter pour financer le remboursement des dettes anciennes et le déficit de l'exercice en cours, reconnaît François Ecalle. Mais nous prenons des risques ». Les créanciers de la France pourraient un jour s'inquiéter de cette dynamique et augmenter les taux d'intérêt qu'ils réclament pour détenir cette dette. Avec le risque d'un « emballerment incontrôlé ».

« La Banque centrale européenne a certes les moyens juridiques et financiers de l'empêcher, mais elle ne peut intervenir que si notre dette publique est soutenable, objecte-t-il. Elle pourrait alors nous obliger à mettre en œuvre des mesures de redressement drastiques ».

A ceux qui pensent qu'il suffirait de tailler dans les « aides » aux entreprises pour trouver des marges de manœuvre, François Ecalle rappelle que « la dégradation de la compétitivité des entreprises contribue à augmenter notre déficit commercial qui est lui-même financé en vendant des actifs ou en nous endettant vis-à-vis de l'extérieur. Or, a-t-il conclu devant les députés, la dette extérieure n'est pas plus satisfaisante que la dette publique ».

@mvignaud

Think again
Eric Le Boucher

Pourquoi ces milliardaires votent maintenant Trump



LES MILLIARDAIRES sont la pointe avancée du retour de la division gauche-droite de la société. Stephen Schwarzman, le fondateur et dirigeant de Blackstone, le premier fonds mondial de private equity, a annoncé cette semaine qu'il avait changé d'avis et qu'il voterait pour Donald Trump. Il va financer sa campagne et contribuer à combler le retard de financement qu'a l'ex-président sur l'actuel, Joe Biden (219 millions de dollars contre 368 millions à la fin du mois de mars).

Après l'attaque du Capitole du 6 janvier 2020, Stephen Schwarzman s'était détourné de Trump et il s'était rangé du côté d'une autre candidate

« **Le libéral Elon Musk est devenu libertaire, énervé par les censures médiatiques, les taxes et les “régulations”. Il estime être, comme Trump, une victime accusée de toutes parts par le wokisme** »

républicaine – Chris Cristie –, mais celle-ci a abandonné. Il a expliqué que ce qui motive son retournement est « la montée dramatique de l'antisémitisme » et la « mauvaise » politique internationale de Biden concernant Israël. Le président serait trop sensible aux attaques « woke » anticolonialistes.

Ce ralliement d'une vedette de Wall Street pourrait entraîner d'autres, avec leurs financements à la clé. En mai, Trump a, pour la première fois, levé plus de fonds que Biden. Quand on connaît l'importance primordiale qu'a l'argent dans les campagnes américaines, la décision de Schwarzman est très importante. En avril, un autre milliardaire, John Paulson – créateur du hedge fund à son nom – a organisé un gala pour Trump, qui a rapporté 50 millions de dollars. On parle de Paulson comme d'un potentiel secrétaire au Trésor de Trump.

Donald Trump, qui ne récoltait pas ses meilleurs scores parmi l'élite de la finance, remonte le terrain. On observe le même réchauffement en Californie, où l'élite de la Tech était considérée traditionnellement comme démocrate. Elon Musk, qui a soutenu Clinton, Obama et Biden, a fait un pas vers Trump en rétablissant son compte sur X, et en le félicitant de son humour et de sa défense de l'industrie automobile. Plus profondément, le libéral Elon Musk est devenu libertaire, énervé par les censures médiatiques, par les taxes et par les « régulations » qui, à ses yeux, ligotent la liberté des entrepreneurs. Musk s'est mis à détester l'extrême gauche et ses percées dans la politique washingtonienne comme dans la jeunesse. Il estime être, comme Trump, une victime accusée de toutes parts par le wokisme. Pour l'instant Musk ne s'est pas déclaré pour Trump.

Paradis. Ce n'est pas le cas d'autres figures de la high tech. Un dîner entre 50 000 et 300 000 dollars le couvert, prévu le 6 juin, devrait réunir plusieurs financiers et industriels californiens comme David Sachs et Palmer Luchey (groupe de défense Oculus). Il relève « du début d'un changement de culture » dans la Valley, selon le *Financial Times* du 24 mai. Les ennemis communs à tous sont les taxes, l'anti-trust et les régulations de l'internet.

La crainte première chez les milliardaires est qu'une réélection de Biden conduise à une chute de la Bourse et de leurs patrimoines, qui sont très attachés au niveau des actions. Le boom de Wall Street et de toutes les places ces dernières années les a enrichis en proportion et « une correction » aurait l'effet contraire. Ils retiennent que le Dow Jones avait été multiplié par trois sous Trump avant la chute due à la pandémie (qui réduisit le gain à deux), et ils oublient

complètement que l'indice n'a cessé de battre des records sous Biden (pour doubler encore, ou pour gagner 50 % hors effet pandémie).

Le président Biden a été aussi bénéfique pour les milliardaires que le président Trump. Le passé n'éclairait jamais l'avenir en matière de Bourse, personne ne peut savoir ce qui pourrait se passer au cours du futur mandat 2025-2029. La bonne tenue de l'économie américaine et les créations d'emplois laissent penser que tout devrait bien se passer. Nombre d'économistes plaident que l'isolationnisme de Trump est, au contraire, une menace pour les entreprises, et donc la Bourse. Mais le sentiment partagé chez les ultra-riches reste qu'une élection de Trump, qui baissera les impôts et les régulations, les fera atteindre directement le paradis.

Boulets. Au-delà de l'intérêt pécuniaire, ce qu'expriment les ralliements de milliardaires derrière Trump est politique. Leur analyse est que le capitalisme financier et technologique actuel est une très grande réussite, pour eux d'abord, mais pas seulement. L'Amérique « libre » est en train de distancer l'Europe « socialiste » ou le Japon « conservateur », elle en remonte tous les jours à la Chine, qui rêve de la détrôner mais dont le modèle est à la peine.

Pourquoi lui coller des boulets de régulation aux pieds ? Pourquoi vouloir reconstruire des syndicats forts, comme le souhaite Joe Biden ? Pourquoi vouloir gonfler encore le modèle social et multiplier les redistributions en haussant les impôts ? Pourquoi aussi, sur les autres terrains que l'économie, ne pas reprendre la main sur les universités sous emprise wokiste ? Pourquoi abandonner Israël ? Pourquoi s'en prendre coûteusement à Poutine, avec qui on peut s'entendre ? Pourquoi ne pas défendre

« **Réhabilitons la droite parce qu'elle est successful, disent les ultra-riches. Ce message politique américain se retrouve, sous des formes différentes, depuis la Hongrie jusqu'à l'Argentine. Il n'y a qu'au sein de l'UE que des positions “anti-sociales” sont mal considérées** »

les valeurs traditionnelles de l'Amérique depuis la Conquête, d'individualisme et de méritocratie et d'État minimum ? Pourquoi, en résumé, aller à gauche ?

Réhabilitons la droite parce qu'elle est successful, disent les milliardaires. Ce message politique américain se retrouve, sous des formes différentes, depuis la Hongrie jusqu'à l'Argentine. Il n'y a qu'au sein de l'Union européenne que des positions « anti-sociales » sont mal considérées. La politique européenne est toute entière tournée vers « la protection », ce qui implique taxes et contraintes de plus en plus lourdes, se rebiffent les milliardaires. Aux Etats-Unis, le wokisme et l'interventionnisme social-étatiste ne vont pas dans la bonne direction, celle de l'initiative créatrice, des prises de risques et de l'enrichissement. Le capitalisme actuel a-t-il provoqué la poussée populiste en engendrant le désarroi des classes moyennes ? Il a creusé les inégalités, débouche sur la violence. Et alors ? La gauche de Joe Biden veut aller vers le modèle européen : c'est une très mauvaise idée pour « la droite ». Les salaires remontent aujourd'hui avec le plein-emploi. Tout le monde s'enrichit à sa légitime mesure. Pourquoi mettre à bas ce modèle qui marche ? L'élection américaine repose en grand le débat droite-gauche.

@EricLeBoucher

JEAN-FRANÇOIS PAGA

Les représentants des entreprises jugent que les mesures vont dans le bon sens, même si des sources d'inquiétude demeurent

Assurance-chômage: le camp patronal satisfait de la réforme

Tour de vis

Le Premier ministre **Gabriel Attal a présenté les mesures** de la réforme de l'assurance-chômage ce dimanche.

Sarah Spitz

« SI NOUS ne réformons pas l'assurance-chômage aujourd'hui, nous risquons de caler sur la route du plein-emploi », a affirmé dimanche Gabriel Attal dans *La Tribune Dimanche*. Alors que le chômage stagne à 7,5 %, loin de l'objectif de plein-emploi pour 2027, le chef du gouvernement annonce un nouveau coup d'accélérateur pour le 1^{er} décembre 2024. Les syndicats protestent, le patronat se dit plutôt satisfait.

Le Premier ministre a confirmé bon nombre d'éléments présentés par la ministre du Travail, Catherine Vautrin, aux partenaires sociaux lors de ses entretiens en fin de semaine dernière. Premièrement, l'exécutif augmente la période de travail exigée pour donner droit à une indemnisation. Auparavant, il fallait justifier de six mois de travail sur deux ans. Désormais, huit mois de travail sur les vingt derniers sont nécessaires.

Dans une longue missive envoyée au Premier ministre la semaine dernière, le président du Medef, Patrick Martin, appelait à des règles « encore plus incitatives » et à « rapprocher les règles françaises des stan-

« **Nous, partenaires sociaux, n'avons pas été fichus de trouver un accord, et ce, à plusieurs reprises ces dernières années. Nous n'avons rien à dire !** »

dards européens ». Son destinataire lui a donc répondu dimanche, en miroir : « Nous prolongeons la réforme engagée en 2019, dont les études montrent qu'elle produit ses effets. Par ailleurs, nous conservons un régime plus généreux que nos voisins. »

Une telle mesure réduit, de facto, la durée d'indemnisation qui passe ainsi de dix-huit à quinze mois. Les syndicats bondissent. Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, a condamné « l'entêtement du gouvernement à réduire les droits des demandeurs d'emploi » sur X vendredi, tandis que son homologue de la CGT, Sophie Binet, dénonçait « la réforme la plus violente qui va pénaliser absolument tout le monde » dimanche sur France Inter. François Hommeril, le leader de la CFE-CGC, dénonce un « régime de la punition collective » alors que les chiffres dévoilés par France Travail en avril montrent que 91 % des chômeurs contrôlés de manière aléatoire étaient en recherche active d'emploi.

Ballons d'essai. « Nous, partenaires sociaux, n'avons pas été fichus de trouver un accord sur l'assurance-chômage, et ce, à plusieurs reprises ces dernières années. Nous n'avons rien à dire ! Le gouvernement fait ce qu'il a à faire et je le salue : s'il ne le faisait pas, qui le ferait ? » lâche Michel Picon, à la tête de l'organisation patronale U2P. Pour lui, les mesures présentées sont « en deçà de ce que l'on pouvait imaginer ». Cette nouvelle période de travail exigée en France « reste encore dans la moyenne basse en Europe », relative également son homologue de la CPME, François Asselin.

Les ballons d'essai lancés ces derniers mois pouvaient laisser croire à une réforme plus drastique. A commencer par une suppression de la filière seniors de l'assurance-chômage. Elle est finalement maintenue, mais durcie. Gabriel Attal repousse ses bornes d'âge de deux ans, à la suite de l'entrée en vigueur de la réforme des retraites, qui retarde d'autant l'âge légal de départ à la retraite. Mais pas que : demain, seuls les chômeurs de plus de 57 ans bénéficieront d'une période d'indemnisation maximale plus longue, mais elle sera réduite à 22,5 mois au lieu de 27 mois.

Le gouvernement a éliminé aussi le palier intermédiaire entre régime de base et filière seniors. Tous les chômeurs de moins de 57 ans seront logés à la même enseigne. Ceux qui ont 55 et 56 ans y perdent plus que les autres : ils ne se re-



SIPA PRESS

Le président du Medef, **Patrick Martin**, appelait la semaine dernière à des règles « encore plus incitatives ».

trouvent ni dans la filière seniors ni dans la zone intermédiaire. Au total, leur durée maximale d'indemnisation baisse donc de douze mois.

Les plus de 57 ans auront, en revanche, droit à un « bonus emploi senior ». L'idée est de compenser pendant un an l'écart de rémunération entre l'emploi précédent et un nouveau moins bien rémunéré. « C'est une bonne chose », salue Michel Picon. Mais « on aurait aimé avoir des mesures plus incitatives pour les entreprises au niveau des seniors », ajoute François Asselin.

Tensions. Cela ne devrait pas tarder. Le CDI seniors et l'index seniors, deux mesures qui faisaient partie de la réforme des retraites avant d'être retoquées par le Conseil constitutionnel, devraient aussi faire leur retour dans un « acte II » de la réforme du travail, initiée en 2017 par les ordonnances Macron. A la rentrée, une concertation sera suivie d'un texte de loi, attendu avant la fin de l'année.

En revanche, les patrons voient s'envoler l'espoir d'une baisse de cotisations chômage, qu'ils avaient obtenue dans leurs négociations avec les syndicats en novembre dernier, avant

Gabriel Attal confirme que de nouvelles règles seront imposées lorsque le taux de chômage passera sous les 6,5 %

que l'accord ne tombe finalement à l'eau. Ce n'est pas une surprise, mais les patrons n'en sont pas moins inquiets en vue des hausses de cotisations AGS à venir. Cette caisse, financée par une cotisation patronale obligatoire, avance les salaires des entreprises qui mettent la clé sous la porte.

Autre source d'inquiétude pour les employeurs : l'élargissement du bonus-malus. Ce dispositif sanctionne les entreprises de plus de onze salariés selon qu'elles emploient plus ou moins de contrats courts que leurs concurrents, dans sept secteurs d'activité. Toutefois, la menace se fait moins lourde : l'exécutif ne parle pas de généralisation, et une concertation sera menée par Catherine Vautrin.

Est-ce que toutes ces mesures permettront, in fine, de réduire les difficultés de recrutement auxquelles font face les employeurs ? Leurs effets seront pleinement atteints « au bout de deux, trois ans », indique Matignon. Et il reste encore de nombreux freins périphériques à l'emploi : la formation initiale comme la formation professionnelle, mais aussi la mobilité, l'accès au logement ou encore la garde d'enfants...

A deux semaines du scrutin européen, Gabriel Attal reste optimiste et table sur un « rebond économique de 2025 ». Il confirme que de nouvelles règles « encore plus incitatives » seront imposées lorsque le taux de chômage passera sous les 6,5 %. La durée d'indemnisation pourra alors être réduite de 40 %. Dans ce cas de figure, les chômeurs seront indemnisés au maximum pendant 12 mois et les plus de 57 ans, 18 mois.

@sarah.spritz

Maintes fois réitérés, les appels européens lancés par Paris à Berlin peinent à déboucher sur des décisions, sur fond de difficultés de politique intérieure de part et d'autre

Macron en Allemagne: concrétiser enfin un « amour platonique » ?

Visite d'Etat

Emmanuel Macron a entamé dimanche outre-Rhin une visite d'Etat suivie d'un conseil des ministres franco-allemand. Un déplacement destiné à **afficher l'unité entre les deux pays à deux semaines des élections européennes**. Ce voyage à Berlin, Dresde et Münster, est la première visite d'Etat d'un dirigeant français en Allemagne depuis celle de Jacques Chirac en 2000.

Jean-Dominique Merchet

« EMMANUEL MACRON et les Allemands : un amour des plus platoniques. » Célèbre pour ses titres chocs, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* résume ainsi, dans sa dernière édition, la relation « complexe » que le président français entretient avec notre grand voisin : de nombreuses « initiatives de charme », mais peu de passage à l'acte. La visite d'Etat de trois jours que le Président a entamé dimanche en Allemagne ne devrait pas démentir ce point de vue.

Initialement programmée en juillet 2023, elle avait été annulée en extremis, à cause des émeutes dans les banlieues françaises. Cette année, le calendrier était serré avec le déplacement du chef de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, mais il était inimaginable de la repousser à nouveau.

Décorations. Une « visite d'Etat » est très protocolaire : l'hôte d'Emmanuel Macron ne sera pas le chancelier Olaf Scholz, mais le président fédéral Franck-Walter Steinmeier, au rôle symbolique. La dernière visite d'Etat d'un président français outre-Rhin remonte à 2000, lorsque Jacques Chirac était venu célébrer Berlin comme capitale de l'Allemagne réunifiée. Celle d'Emmanuel Macron n'est que la sixième depuis celle du général de Gaulle en 1962, qui marqua la réconciliation entre les deux pays. Une fois achevée, la visite d'Etat sera suivie, mardi, par des réunions de niveau gouvernemental, cette fois avec le chancelier Scholz, essentiellement consacrées à la défense et à la compétitivité.

Dimanche à Berlin, le président français a participé à la Fête de la démocratie, qui célèbre le 75^e anniversaire de la « loi fondamentale », la constitution de la République fédérale. Lundi,

les deux chefs d'Etat se rendront au mémorial de l'Holocauste à Berlin et Emmanuel Macron remettra les décorations de Grand-Croix et Grand-Officier de la Légion d'Honneur à Serge et Beate Klarsfeld, qui incarnent la mémoire de la Shoah. D'origine allemande, Beate Klarsfeld est née à Berlin en 1939. Aucune allocution publique n'est prévue, mais le symbole est fort, sur fond de regain de l'antisémitisme depuis le 7 octobre.

En revanche, à Dresde, Emmanuel Macron prononcera un grand discours, à douze jours des européennes. La capitale de la Saxe (ex-Allemagne de l'Est) est au cœur de la poussée de l'extrême droite. L'AfD est tellement radicale que le RN français vient de rompre avec elle... Les sondages la donnent à plus de 30 % aux régionales de Saxe de septembre. Au niveau fédéral, l'AfD se situe entre 15% et 20% pour les européennes, mais il faut prendre en compte la percée attendue de la liste Sarah Wagenknecht, une gauche anti-immigration et anti-européenne. Le président français ne manquera pas d'évoquer le contexte électoral, trois jours après avoir proposé, dans *Le Parisien*, un débat avec Marine Le Pen.



SIPA PRESS

Emmanuel Macron a été reçu dimanche par le président fédéral, Franck-Walter Steinmeier.

S'il est un point commun entre Emmanuel Macron et le chancelier Olaf Scholz, dont les démonstrations d'amitié peinent à convaincre, c'est bien leurs difficultés de politique intérieure. En France, la liste macroniste est encalminée très loin derrière celle de Jordan Bardella. En Allemagne, la coalition gouvernementale affiche ses divisions. Les trois partis (SPD, Grünen, FDP) ne sont crédités, ensemble, que d'un peu plus de 30% des voix, très loin des 52% aux élections de 2021. Le prochain scrutin national devrait avoir lieu en septembre 2025 – autant dire que l'Allemagne entrera vite en campagne, une situation peu propice pour de fortes initiatives européennes.

Service après-vente. Cela n'empêchera pas le président français de réitérer ses appels à plus d'ambition européenne, en faisant, une fois de plus, le service après-vente de son discours de la Sorbonne 2, dont l'écho n'a pas été à la hauteur de ses espérances, au-delà d'un tweet poli d'Olaf Scholz.

Entre les deux dirigeants, il sera surtout question d'Ukraine et de compétitivité. Recevant, mardi à Munster, le prix de la paix de la Westphalie, Emmanuel Macron parlera de la sécurité de l'Europe, là même où les fondements d'un ordre international fondé sur la souveraineté des Etats ont été posés dès 1648. Quand l'Allemagne met en avant le montant de son aide à Kiev (28 milliards versés ou promis), l'Elysée rétorque que « ce n'est pas qu'une question de milliards », alors que Berlin refuse toujours de livrer des missiles Taurus.

De milliards, il en sera également question au sujet de la compétitivité. Lors du sommet Chose France du 13 mai, le président Macron a proposé de « doubler le budget de l'UE », notamment grâce à un nouvel emprunt pour financer les investissements dans le numérique, la transition écologique et la défense. Une proposition très mal accueillie outre-Rhin, où l'on s'inquiète de la dérive des finances publiques françaises. En 2017, *Der Spiegel* qualifiait déjà Emmanuel Macron de « cher ami ». Cher au sens de coûteux : « Macron sauve l'Europe... et l'Allemagne doit payer ». Pas sûr que le jugement ait beaucoup changé.

@jdmerchet

« Des résultats tangibles doivent suivre »

ALORS QUE LE PRÉSIDENT français Emmanuel Macron a entamé dimanche une visite d'Etat de trois jours en Allemagne, suivi d'un conseil des ministres franco-allemand, deux spécialistes des relations internationales analysent l'état des relations entre les deux pays. La Française **Claire Demesmay**, du centre Marc Bloch, et l'Allemand **Yann Wernert**, de l'Institut Jacques Delors, étaient invités à Berlin par l'Association de la presse étrangère (VAP).

Emmanuel Macron et Olaf Scholz se rencontrent très régulièrement. A quoi sert une telle visite d'Etat ?

Claire Demesmay : En effet, nous n'avons pas besoin d'une telle visite. Les deux dirigeants se rencontrent très souvent et connaissent les positions de l'autre. Mais cette visite d'Etat reste intéressante pour le symbole, pour les belles images qu'elle va produire. Il existe une iconographie du couple franco-allemand. L'autre intérêt est plus politique, à l'approche des élections européennes et de la formation d'une nouvelle Commission européenne. Après son discours de la Sorbonne 2.0, le président français essaie de trouver une position commune avec l'Allemagne sur la défense, les financements européens, et c'est maintenant qu'il faut aborder ces sujets.

Yann Wernert : Pour ma part, je trouve cette visite très importante. Tout le monde ne se voit pas offrir une visite d'Etat, la dernière d'un président français remonte à 2000 avec Jacques Chirac. Il s'agit de célébrer notre estime

de l'autre. Je ne m'attends pas à de grandes annonces lors du conseil des ministres franco-allemand, mais il va permettre de maintenir la pression pour avancer sur certains sujets. L'atmosphère est tendue mais il y a aussi eu d'incroyables avancées ces dernières années entre les deux pays. Rappelons-nous du fonds de relance pour l'Europe, de la réforme du pacte de stabilité et de croissance... Même sur le sujet très délicat de l'énergie – et si le dossier du nucléaire reste non résolu –, la France et l'Allemagne se sont mis d'accord sur une taxonomie verte européenne. Même sur l'élargissement, les deux pays se sont rapprochés.

C.D. : Célébrer l'amitié est en effet important, mais des résultats tangibles doivent suivre. Emmanuel Macron arrive en Allemagne avec un programme en tête pour des dettes communes européennes, pour plus d'investissements. Il veut en parler avec le président allemand Steinmeier et avec le chancelier Scholz. Il va essayer d'élargir son auditoire sur ces sujets lors de cette visite.

Comment expliquez-vous qu'Olaf Scholz n'ait pas répondu au deuxième discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne ?

D.M. : Ne pas répondre est une tradition en Allemagne !

Y.W. : Angela Merkel non plus n'avait pas répondu au premier discours de la Sorbonne, en 2019. Elle n'a jamais tenu de discours fondateur sur l'Europe. Olaf Scholz, lui, en a tenu un en 2022 à Prague, mais assez limité. Il ne faut donc

pas s'attendre à une réponse, point par point, de sa part. Ce n'est pas son style. Les différences entre nos systèmes politiques jouent aussi un rôle. En France, le président de la République décide quasi seul. En Allemagne, Olaf Scholz doit d'abord concerter ses partenaires de coalition.

Les deux pays se sont beaucoup opposés en début d'année sur l'Ukraine. La situation est-elle revenue à la normale depuis ?

C.D. : La séquence politique du printemps, où chaque pays a reproché à l'autre de ne pas assez en faire pour l'Ukraine, a été très contre-productive car la Russie nous observe. Ces disputes ne devraient pas être rendues publiques. Toutefois, la France et l'Allemagne ne sont pas si désunies. Elles sont d'accord sur l'objectif qui consiste à soutenir l'Ukraine. La question est de savoir comment, avec quelles armes ? Achetées aux Etats-Unis ou produites en Europe ? La tension est heureusement retombée avec la rencontre entre Scholz, Macron et le Premier ministre polonais, Donald Tusk, en mars.

Ce format à trois du triangle de Weimar peut-il remplacer le couple franco-allemand ?

C.D. : Non, car le couple franco-allemand est très institutionnalisé. Le triangle de Weimar est un format supplémentaire dans lequel se créent des dynamiques différentes. Une chose est certaine, sans impulsion franco-allemande, c'est le blocage en Europe.

Interview Marie Thullier

Choix publics

Erwan Le Noan

Les enseignements de Valéry Giscard d'Estaing



DIX ANS APRÈS son élection à la présidence, Valéry Giscard d'Estaing publiait un livre dont le titre résonne comme un enseignement et une prescription : *Deux Français sur trois*. Par cette formule, il désignait le seuil de soutien populaire qui lui paraissait indispensable pour réformer le pays et « servir la cause d'une France libérale et réconciliée ». Il avait tenté de réunir cette alliance, non sans succès d'ailleurs, en articulant une majorité de droite ancrée autour d'un parti centriste et central. C'est un premier enseignement de l'ex-président : aucun gouvernement ne peut légitimement durer ni efficacement réformer s'il ne sait s'appuyer sur une majorité d'environ deux tiers de la société.

Même si elle parvient, à l'issue d'une campagne qui n'aura marqué ni les esprits ni les cœurs, à recueillir péniblement 15% des suffrages, la liste Renaissance n'aura réuni que 7% à 8% des inscrits. Certes, l'élection européenne est spécifique. Bien sûr, les Français n'y choisissent pas leur majorité parlementaire. Evidemment, le résultat des urnes de 2024 ne préjuge pas de ceux de 2027. Mais, à tout le moins, ce score sera le révélateur que (presque) personne n'aura trouvé l'envie ou le temps de se mobiliser pour soutenir le gouvernement. L'excellente prestation de Gabriel Attal face à Jordan Bardella cette semaine, dans une configuration certes plus annonciatrice d'une volonté de confrontation nationale ultérieure que mobilisatrice pour le scrutin à venir, n'y changera probablement rien.

Un second enseignement a été dessiné par Raymond Aron dans *Le Spectateur engagé* : « Le drame de Giscard, c'est qu'il ne sait pas que l'histoire est tragique. »

Bouleversements. « VGE », sans qu'il ne le perçoive peut-être, a été un président de transition. Entre une France gaullo-pompidolienne, héritière de l'avant-guerre, d'une part, et la génération suivante, née après les déchirures de l'occupation nazie, exigeant qu'un souffle de libération et d'impertinence emporte l'austérité passée, d'autre part.

Transition aussi entre un monde d'avant le choc pétrolier, dominé par la guerre froide et les lentes structures d'un côté, et de l'autre, une planète sur laquelle l'abomination communiste allait enfin s'effondrer sur les corps de ses millions de morts, laissant la place à une accélération des échanges commerciaux et culturels. Giscard en fut un acteur autant qu'une victime, incarnant l'espoir d'une libération tout en devant admettre avoir été emporté par ces bouleversements puissants.

En 2024, il n'est pas interdit de considérer que cette transition vers une société plus ouverte cède la place à une autre, qui nous conduit vers un monde reclus, ciselé de barricades, fragmenté de contraintes, à la fois matérielles, comme le montrent les assauts de discours cocardiers et de dirigisme national dans l'ensemble de l'échiquier politique, et intellectuelle, le retour au « souverainisme » illustrant la résurgence d'une obsession obsidionale rabougrie. Il est possible que l'exécutif, en dépit de sa grandiloquence, ne soit, lui aussi, qu'une victime de l'histoire.

@erwanlenoan

SANDRINE ROUDEIX

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique **Voyage en absurdie**

POUR TRANSMETTRE CE QUI COMPTE,
À CEUX QUI COMPTENT.

CRÉER DES PONTS ENTRE LES GÉNÉRATIONS. BANQUE DE GESTION PRIVÉE
DEPUIS 1881, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE ACCOMPAGNE LES FAMILLES EN
ADAPTANT LES STRATÉGIES PATRIMONIALES AUX ASPIRATIONS DES PLUS JEUNES.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

L'achat d'un fabricant américain de munitions par un étranger ravive le débat sur la sécurité nationale

La vente potentielle d'un fabricant de munitions américain à une entreprise d'armement tchèque suscite l'attention de parlementaires, et met en lumière les inquiétudes concernant la détention par des étrangers de sociétés dans une industrie clé, alors que sévit une pénurie mondiale d'armes déclenchée par les guerres dans la bande de Gaza et en Ukraine.

La société Vista Outdoor, basée dans le Minnesota, a annoncé en octobre qu'elle avait accepté de vendre pour 1,91 milliard de dollars ses activités munitions, qui comprennent des marques comme Remington, au Groupe Tchécoslovaque (CSG), un important fournisseur de munitions et d'équipements militaires pour l'Ukraine, dont le siège est à Prague.

Les opposants à l'accord, dont l'ancien secrétaire d'Etat Mike Pompeo et le sénateur républicain de l'Ohio J.D. Vance, un soutien de l'ancien président Donald Trump, affirment qu'il existe des liens entre CSG, la Chine et la Russie. Ils ont demandé avec insistance au département du Trésor de bloquer la vente via le Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis (Cfius), qui examine actuellement l'accord de vente.

Ils affirment que le deal avec CSG donnerait à une entreprise étrangère une emprise sur l'approvisionnement national en munitions pour armes légères. Vista étudie par ailleurs une



SIPA PRESS

Le tchèque CSG souhaite acquérir le fabricant de munitions Remington, propriété du groupe américain Vista.

offre concurrente d'un groupe d'investissement texan.

Un achat de Vista par CSG pourrait avoir un impact sur « un accès fiable à un approvisionnement abordable en amorces et en munitions », a écrit le sénateur républicain de

Louisiane John Kennedy dans une lettre adressée à la secrétaire d'Etat au Trésor, Janet Yellen.

Le directeur général de CSG, Michal Strnad, a déclaré que l'accord « approfondirait les relations industrielles straté-

giques » entre les Etats-Unis et la République tchèque, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Il y a quelques années, l'idée qu'une entreprise d'un pays de l'Otan rachète une société américaine dont l'activité se

concentre sur le marché civil n'aurait probablement pas fait sourciller. Le différend concernant l'accord actuel reflète les craintes accrues sur les influences étrangères et coïncide avec une pénurie mondiale de poudre à canon. Il survient

Le crash de l'hélicoptère présidentiel témoigne du vieillissement de l'aviation iranienne

En juillet, le commandant de l'armée de l'air iranienne saluait dans un discours l'incroyable armada d'hélicoptères dont disposait son pays. « Aujourd'hui, affirmait le brigadier général Yousef Ghorbani, l'aviation militaire iranienne possède la plus grande et la plus solide des flottes d'hélicoptères d'Asie occidentale. »

Le crash qui a tué le président Ebrahim Raïssi et son

ministre des Affaires étrangères la semaine dernière raconte pourtant une tout autre histoire : les deux hommes ont trouvé la mort dans un appareil antédiluvien de fabrication américaine, qui appartenait à une flotte vieillissante et en mal de pièces détachées, impossibles à trouver en raison des sanctions occidentales.

Les autorités iraniennes ont déclaré qu'elles enquêtaient

sur la cause de l'accident. Pour l'heure, elles estiment qu'il s'agit d'un problème technique intervenu alors qu'un épais brouillard régnait au-dessus d'un terrain montagneux. En Iran et à l'étranger, des voix se sont élevées pour dénoncer les sanctions américaines ciblant le programme nucléaire iranien, que Téhéran affirme être pacifique.

En vertu des restrictions imposées par Washington,

les Iraniens n'ont pas le droit d'acheter d'aéronefs ou de pièces détachées « made in USA » et les entreprises qui travaillent avec le pays sont menacées d'exclusion du système bancaire américain.

D'après les médias d'Etat iraniens et les images officielles de son déplacement à la frontière avec l'Azerbaïdjan, le président Raïssi a emprunté un hélicoptère Bell pour ce qui aura été son dernier voyage.

La presse a indiqué que le modèle qui s'est écrasé était un Bell 212, un modèle produit par les Etats-Unis à partir de 1968 et utilisé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam. Le dernier est sorti des ateliers en 1998.

L'hélicoptère qui transportait M. Raïssi avait été fabriqué en 1994 par la filiale canadienne de ce qui s'appelait alors Bell Helicopter Textron, et livré à l'armée de l'air iranienne, selon Cirium Ascend, un cabinet britannique spécialiste des questions aéronautiques.

C'était le plus récent des hélicoptères américains utilisés par les Iraniens, qui se servent aussi très souvent de leurs Bell 214, un modèle similaire mais plus ancien : les appareils datent des années 1970, c'est-à-dire avant que le Chah soit renversé par la révolution islamique.

Dimanche, quand il transportait le président, l'hélicoptère

Amazon investit de nouveau dans son réseau de distribution

Après la crise sanitaire, Amazon avait décidé de moins se développer dans la logistique. Le géant du e-commerce vient de changer d'avis et veut transformer la course aux clients en bataille immobilière.

Il s'est donc lancé dans l'accumulation de sites industriels et dans une refonte de son immense réseau de distribution. Objectif : livrer toujours plus vite et faire baisser le coût de l'acheminement pour mieux concurrencer Walmart, numéro un de la grande distribution aux Etats-Unis, et les spécialistes du low cost comme Shein et Temu.

Depuis le début de l'année, Amazon a annoncé avoir acheté, loué ou prévu de s'implanter dans quelque 150 hectares d'entrepôts partout aux Etats-Unis, d'après MWPVL International, un cabinet canadien spécialisé dans la logistique. Une surface qui vient s'ajouter aux près de 4 000 hectares d'espaces industriels dont le groupe disposait en Amérique du Nord au 31 décembre dernier, d'après ses déclarations.

Certains sites sont immenses (ils frôlent les dix hectares) et servent à entreposer des stocks en quantités impressionnantes, tandis que d'autres, plus modestes (autour de 10 000 m²) sont utilisés pour préparer les colis avant l'expédition aux clients.

également alors que le gouvernement américain semble de plus en plus disposé à entraver les acquisitions étrangères qui, selon lui, pourraient menacer la sécurité nationale.

La lutte pour le contrôle de l'entreprise remonte à 2022, lorsqu'un groupe d'investisseurs dirigé par la société texane MNC Capital Partners et un membre du conseil d'administration de Vista, Mark Gottfredson, ont fait une série d'offres pour racheter l'activité munitions de Vista, proposant jusqu'à 1,8 milliard de dollars.

En octobre de l'année dernière, Vista a annoncé avoir accepté la proposition d'un montant de 1,91 milliard de dollars de CSG. En décembre, les deux entreprises ont déposé un dossier auprès du Cfius, ce qu'elles ont à nouveau fait en mars.

Selon MNC, M. Gottfredson a démissionné du conseil d'administration de Vista en janvier pour faire une offre sur l'ensemble de l'entreprise. Le groupe d'investisseurs mené par MNC a ensuite proposé trois milliards de dollars pour la globalité des activités de Vista – la division munitions mais aussi ses activités de loisirs, dont le fabricant de jumelles et de lunettes Bushnell et la marque d'équipements de motocross Fox Racing.

« Il faut que le groupe soit entre des mains américaines », a déclaré M. Gottfredson.

Lire MUNITIONS en page III



SIPA PRESS

L'hélicoptère embarquant le président iranien Ebrahim Raïssi au décollage du vol qui lui sera fatal, le 19 mai.

Lire IRAN en page II

Edited from the original

IRAN

Suite de la page 1

tère était donc en service depuis plusieurs décennies, une durée qui aurait dû lui valoir une mise au rebut.

Si ces modèles de Bell peuvent accueillir jusqu'à 15 personnes, celui qui s'est écrasé en transportait moins ; pour les experts, le problème viendrait donc surtout des conditions météorologiques difficiles, auxquelles il n'était pas bien adapté.

Patrick Hudson, professeur émérite à l'université technologique de Delft, aux Pays-Bas,

« L'un des coupables de la tragédie d'hier, ce sont les Etats-Unis, parce que ce sont leurs sanctions qui empêchent l'Iran d'acheter des pièces détachées essentielles », accusait lundi Javad Zarif, l'ancien ministre des Affaires étrangères du pays

explique qu'il est possible que le moteur ait eu du mal à faire fonctionner les pales en raison du poids de l'appareil et du caractère montagneux du terrain. « Il est possible qu'il ait lâché », estime celui qui a conseillé Boeing et British Airways sur des questions de sécurité aérienne.

Les capacités de navigation limitées de cette gamme d'appareils l'ont également desservi ce jour-là, où le brouillard régnait, ont indiqué des responsables passés et actuels de l'armée de l'air iranienne. En Iran, les pilotes qui s'entraînent à piloter des Bell 212 doivent apprendre à observer le terrain depuis leur siège, a confié un ancien responsable de l'aviation civile iranienne.



SIPA PRESS

L'âge moyen des 290 hélicoptères iraniens est de 38 ans, contre 23 ans en moyenne à l'échelle mondiale.

Bell Trexton, comme le constructeur s'appelle aujourd'hui, affirme qu'il ne travaille pas en Iran et qu'il n'assure pas la maintenance de la flotte locale. « Nous n'avons pas connaissance du caractère actif ou non de l'hélicoptère impliqué dans l'accident », a sobrement indiqué son porte-parole.

Les Bell 212 ne sont pas les appareils les plus récents de la flotte iranienne : le président Raïssi avait volé à bord d'hélicoptères russes Mi-17, montrent des images de ses déplacements relayées par les médias d'Etat iraniens.

Commercialisés à la fin des années 1970, les Mi-17 sont donc une dizaine d'années plus récents que les Bell 212. Selon Cirium Ascend, ils font partie des derniers achats d'hélicoptères effectués par l'Iran. L'essentiel des avions ont volent aujourd'hui en Iran ont d'ailleurs eux aussi été achetés dans les années 1970, quand le pouvoir bénéficiait du soutien des Etats-Unis. Aujourd'hui, l'âge moyen des 290 hélicoptères du pays est de 38 ans,

contre 23 ans pour la moyenne mondiale, souligne Rob Morris, responsable monde du conseil chez Cirium Ascend.

Pour Téhéran et ses soutiens, les restrictions imposées à l'Iran font partie des causes de l'accident de dimanche. « L'un des coupables de la tragédie d'hier, ce sont les Etats-Unis, parce que ce sont leurs sanctions qui empêchent l'Iran d'acheter des pièces détachées essentielles », accusait lundi Javad Zarif, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Iran, à la télévision d'Etat, peu après la confirmation des décès. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a lui aussi estimé que le crash s'expliquait par les restrictions imposées aux compagnies aériennes iraniennes.

Les dirigeants occidentaux ont réfuté les accusations. Selon un responsable européen, les Iraniens n'utilisent jamais leurs avions les plus récents quand ils se rendent à l'étranger, comme M. Raïssi l'avait fait pour aller en Azerbaïdjan, précisément

pour démontrer l'impact des sanctions.

Matthew Miller, porte-parole du département d'Etat

L'essentiel des avions qui volent aujourd'hui en Iran ont été achetés dans les années 1970, quand le pouvoir bénéficiait du soutien des Etats-Unis

américain, a indiqué de son côté que c'est bien l'Iran qui avait choisi de faire voler un hélicoptère ancien un jour où les conditions météorologiques étaient mauvaises. Les sanctions, a-t-il ajouté, seront maintenues tant que l'Iran « utilisera ses appareils pour transporter des équipements et soutenir les terroristes ».

D'après la Flight Safety Foundation, une organisation à but non lucratif basée à Alexandria, en Virginie, 19 accidents graves, mortels pour l'essentiel, ont été recensés en Iran ces dix dernières années. Si un certain nombre d'entre eux provenaient d'un problème matériel, d'autres ont été causés par une mauvaise visibilité, notamment le crash qui, en 2018, a tué 66 personnes dans les montagnes du sud-ouest de l'Iran.

Même si Téhéran dispose d'appareils plus récents, le manque de pièces détachées a potentiellement restreint le choix, estiment des responsables actuels et passés de l'armée de l'air. « Si les gens n'ont pas un équipement correct et si cet équipement n'est pas entretenu, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des accidents », persifle M. Hudson, qui avait piloté des Bell 212 dans les années 1980.

Des hommes d'affaires iraniens qui cherchent à acheter des pièces détachées d'avions Boeing ou Airbus d'occasion

sur les marchés internationaux ont confié au *Wall Street Journal* qu'en raison des menaces d'exclusion du système bancaire américain, ils avaient du mal à trouver des vendeurs. Ils sont donc nombreux à devoir passer par des intermédiaires, qui facturent des commissions colossales.

Une enquête menée en 2015 par le *WSJ* révélait ainsi la complexité de la mission : pour mettre la main sur une poignée d'avions occidentaux d'occasion d'une valeur d'environ 500 000 dollars, il avait fallu passer par un intermédiaire turc qui facturait 7 % de commission pour mettre à disposition un compte bancaire chinois.

Cette même année, les compagnies aériennes iraniennes avaient cru voir leur salut arriver quand les Etats-Unis dirigés par Barack Obama et leurs alliés avaient accepté de lever leurs sanctions en échange d'une limitation du programme nucléaire de Téhéran.

L'Iran avait engagé des négociations pour acheter de nouveaux hélicoptères Bell et des avions Airbus, ont affirmé des sources proches du dossier. Mais tout avait pris fin quand Donald Trump, qui avait entre-temps accédé à la Maison-Blanche, s'était retiré de l'accord sur le nucléaire et avait réinstauré les sanctions.

Téhéran a également essayé de se fournir auprès de pays amis, mais ses efforts n'ont pas porté leurs fruits, notamment parce que ces pays redoutent les sanctions bancaires américaines. Il y a dix ans, la Chine - première acheteuse de pétrole iranien - avait entamé des négociations en vue de la vente de 150 avions de combat J-10 à l'Iran, mais rien n'a jamais été signé parce que Pékin redoute des représailles de Washington.

La Russie, à qui Téhéran livre des drones de combat actuellement utilisés en Ukraine, discute depuis des années de la vente d'une petite trentaine d'avions Su-35, mais les Iraniens affirment qu'ils n'ont jamais rien reçu.

Benoît Faucon
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

AMAZON

Suite de la page 1

nisseurs et des revendeurs est un élément très important, et que si ces articles se trouvaient d'emblée au plus près des clients, nous pouvions proposer une livraison plus rapide tout en abaissant nos coûts », résume Udit Madan, vice-président d'Amazon en charge des opérations internationales.

Pour que la nouvelle organisation fonctionne, il faut que le groupe et ses revendeurs disposent de stocks dans un certain nombre d'entrepôts, alors que les produits étaient jusque-là entreposés dans quelques sites centralisés. Amazon a donc ouvert ce qu'il appelle des « centres de réception des commandes entrantes » conçus pour stocker de grandes quantités de biens aux quatre coins des Etats-Unis, des sites d'une superficie qui oscille généralement entre 55 000 et plus de 100 000 m².

Le groupe loue également des entrepôts dans des régions plus rurales. Plus petits (ils dépassent rarement les 10 000 m²), ces sites lui permettent de limiter les frais de transport en



SIPA PRESS

Amazon prévoit d'ouvrir de nouveaux entrepôts dont la surface avoisine les 10 hectares.

toute fin de parcours, c'est-à-dire ceux qui coûtent souvent le plus cher.

« Plus on se rapproche du client, moins cela coûte cher », résume ainsi Zac Roger, ensei-

gnant en logistique à l'université d'Etat du Colorado.

Amazon prévoit aussi de doubler le nombre de sites qui traitent les commandes livrées en un jour, des espaces qui ne

disposent que des produits qui se vendent le mieux et sont situés dans les zones très densément peuplées.

La démarche est, a minima en partie, une réaction à la stra-

tégie de Walmart, qui se sert de plus en plus de ses plus de 4 600 supermarchés sur le sol américain pour traiter les commandes passées sur Internet.

L'entreprise indique qu'aux Etats-Unis, le nombre de commandes livrées le jour même ou le lendemain a bondi de plus de 65 % au quatrième trimestre 2023 par rapport à la même période un an plus tôt

Walmart, à qui Amazon pourrait ravir le titre de premier distributeur des Etats-Unis, affirme que 90 % des consommateurs américains vivent à moins de 15 kilomètres d'un de ses magasins.

Entre avril 2023 et avril 2024, Walmart dit avoir

livré 4,4 milliards d'articles le jour de leur commande ou le lendemain. Amazon indique de son côté avoir livré plus de 4 milliards d'articles le jour même ou le lendemain en 2023.

Pour la question des coûts, c'est de Shein et Temu que vient la pression. Les entreprises chinoises ont séduit les consommateurs américains, qui apprécient leurs prix cassés sur les vêtements, les objets pour la maison et autres gadgets bon marché malgré des délais de livraison qui peuvent dépasser la semaine.

Avec ces ambitions renouvelées dans la logistique, Amazon change de cap : ces deux dernières années, il avait réduit la voilure, allant jusqu'à sous-louer certains de ses sites. Le groupe avait doublé la taille de son réseau de préparation de commandes pendant la pandémie de Covid-19, deux années durant lesquelles les consommateurs s'étaient rués sur la vente.

Liz Young
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

MUNITIONS

Suite de la page 1

Vista a repoussé son assemblée générale annuelle de mai à juin, afin de disposer d'un délai supplémentaire pour examiner l'offre de MNC. Les actionnaires devraient également se prononcer sur l'accord CSG à cette occasion.

Les dirigeants de Vista estiment que la transaction avec CSG recevra bientôt l'approbation du Cfius, assure un cadre de l'entreprise.

« Nous restons confiants dans notre capacité à obtenir l'autorisation du Cfius, qui représente la dernière étape requise pour clore la transaction », écrit Vista dans un récent communiqué.

Si le Cfius devait recommander de bloquer la vente, cela mettrait en revanche un terme à l'offre de CSG.

Une porte-parole du département du Trésor a refusé de commenter l'examen de l'accord de vente, tout en précisant que le Cfius s'engageait à prendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de ses prérogatives pour préserver la sécurité nationale des Etats-Unis.

CSG a développé ses activités en s'appuyant sur la grande quantité de matériels militaires déclassés et en excédent qui a circulé en Europe de l'Est dans les années 1990, après la chute de l'Union soviétique et la disso-

lution du Pacte de Varsovie. Un ressortissant tchèque, Jaroslav Strnad, a alors remis à niveau des véhicules blindés et les a vendus à des armées étrangères.

Il y a une dizaine d'années, Strnad s'est lancé dans la production de munitions et a racheté des entreprises et des usines de défense en dehors de la République tchèque. CSG a augmenté son chiffre d'affaires en se tournant vers des clients situés dans des pays de l'Otan.

En 2018, M. Strnad s'est retiré du capital et de la direction générale de CSG au profit de son fils, Michal, alors âgé d'une vingtaine d'années.

L'entreprise s'est considérablement développée sous la direction du fils Strnad. Après l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en 2022, CSG est devenu un important fournisseur d'armes et d'équipements pour Kiev, livrant obus, systèmes d'artillerie, chars et lance-roquettes.

La hausse de ses liquidités et de sa capitalisation boursière lui a permis de financer des acquisitions, avec notamment l'achat de 70 % de Fiocchi Munizioni, une société italienne d'armes légères qui possède des sites de production en Arkansas et au Missouri.

Le Cfius a approuvé cette transaction, même si le processus de validation s'est étalé sur sept mois, en raison des bouleversements causés par la guerre en Ukraine. « Nous ne représentons pas un risque pour

la sécurité nationale, affirme David Stepan, directeur des investissements de CSG pour les projets internationaux. Nous faisons déjà des affaires aux Etats-Unis. »

La propriété par des étrangers d'entreprises américaines fabriquant des armes à feu n'est pas une nouveauté. Le suisse SIG Sauer possède une usine

« Nous ne représentons pas un risque pour la sécurité nationale, affirme David Stepan, directeur des investissements de CSG pour les projets internationaux. Nous faisons déjà des affaires aux Etats-Unis »

dans le New Hampshire, tandis que l'autrichien Glock et le brésilien Taurus ont des usines de production en Géorgie. La société américaine d'armes à feu Colt, une entreprise historique qui fut l'une des premières à produire le fusil d'assaut AR-15,

est, elle, détenue par une société tchèque.

Le contrôle exercé sur l'histoire et les objectifs de CSG s'est toutefois intensifié avec la réduction de la disponibilité de la poudre à canon à l'échelle mondiale.

Dans une lettre adressée à Mme Yellen en janvier, M. Vance a affirmé que CSG possède des liens avec des dirigeants russes. « Nous ne pouvons pas nous permettre que l'approvisionnement en armes de l'Amérique tombe entre de mauvaises mains », y écrivait-il.

Répondant en avril à M. Vance dans une lettre ouverte, Michal Strnad a souligné le travail passé de CSG avec des entreprises de défense américaines, dont General Dynamics, les habilitations confidentielles accordées par l'Otan à plusieurs de ses filiales et son rôle dans la fourniture d'armes à l'Ukraine.

M. Strnad affirmait que « toute spéculation sur les liens entre CSG et le régime du président russe Vladimir Poutine doit être considérée comme un non-sens ».

Un porte-parole de CSG indique que l'entreprise n'a jamais traité avec l'armée russe et qu'elle a cessé ses activités civiles dans les chariots de manutention en Russie après l'invasion de Moscou en 2022.

Dans sa lettre à Mme Yellen, M. Kennedy, sénateur républicain de Louisiane, s'est également inquiété des relations de l'entreprise avec la Chine.

En 2018, Eldis, une filiale de CSG, a signé un contrat pour la fourniture de treize systèmes radar à une agence civile chinoise spécialisée dans le trafic aérien, et pour leur entretien. Un porte-parole de CSG a déclaré que le contrat devait s'achever cette année et que l'entreprise n'avait pas d'autres activités en Chine.

L'administration Biden semble s'intéresser de plus près aux investissements étrangers. La Maison Blanche a récemment annoncé qu'elle avait obligé une société chinoise de cryptominage à se défaire des terrains qu'elle possédait à proximité d'une base américaine de missiles nucléaires dans le Wyoming.

La menace évidente dans un cas comme celui de CSG « serait qu'en cas de détention par des étrangers, l'entreprise pourrait ne plus être encline à mettre à disposition du gouvernement américain des produits dont il a besoin », déclare William Reinisch du Center for Strategic and International Studies, qui a été le président du National Foreign Trade Council (Conseil national du commerce extérieur).

Bien que Vista ait un nombre important de clients non militaires, les détracteurs de la potentielle prise de contrôle tchèque pointent une menace réelle pour la sécurité nationale.

La National Sheriffs' Association et la National Association of Police Organizations s'opposent à l'achat par CSG,

craignant qu'une société étrangère ne détienne une part importante du marché américain des munitions pour armes légères.

Créé dans les années 1970, le Cfius a pris de l'importance avec les inquiétudes croissantes aux Etats-Unis sur la possibilité que des puissances étrangères hostiles utilisent des acquisitions dans le secteur privé pour espionner, menacer les infrastructures et nuire aux capacités de défense des Etats-Unis.

Après un examen du Cfius en 2012, le président Barack Obama a bloqué l'achat par une entité chinoise de projets de parcs éoliens près d'un centre d'entraînement de la marine américaine. L'entreprise a gagné en appel mais a accepté de vendre sa participation à un acheteur approuvé par les Etats-Unis. En 2019, le Cfius a forcé la société chinoise Kunlun à vendre Grindr, l'application de rencontres LGBTQ, qu'elle avait récemment achetée.

Un dossier important soumis au Cfius concerne le projet de rachat de U.S. Steel par la société japonaise Nippon Steel pour un montant de 14,1 milliards de dollars. Cette question est devenue un enjeu de la campagne présidentielle, le président Biden s'y opposant publiquement alors même que le Cfius poursuit son examen.

Brett Forrest
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Maxime Benoit)

Aux Etats-Unis, en manque d'assesseurs, les bureaux de vote recrutent dans les lycées

Avant les primaires qui se sont tenues en Pennsylvanie le mois dernier, les responsables chargés des élections à la recherche de nouveaux assesseurs se sont rendus dans une salle de classe de lycée à l'atmosphère moite pour expliquer à plus d'une douzaine d'adolescents comment inscrire les électeurs et scanner les bulletins dans une machine à voter.

La plupart des recrues de l'Abraham Lincoln High School de Philadelphie n'étaient pas encore assez âgées pour voter, mais ils étaient très enthousiastes à l'idée d'aider leurs voisins à le faire dans une élection cruciale - et de recevoir un chèque de 280 dollars pour leur peine.

« Je vais peut-être inviter ma petite amie à dîner chez Applebee's » s'est réjoui Isaiah Green, un lycéen de 19 ans.

Les Etats-Unis vont avoir besoin de rien moins que d'un million d'assesseurs cette année, selon l'Election Assistance Commission. En effet, les baby-boomers qui ont longtemps rempli cet office se retirent, un exode qui s'est accéléré pendant la pandémie de Covid-19. A présent, les présidents de bureaux de vote se tournent de plus en plus vers les écoles et d'autres sources inhabituelles pour pallier cette pénurie.

« Il est vraiment impératif que nous trouvions de nouvelles personnes pour travailler dans les bureaux de vote », affirme Benjamin Hovland, président de la commission, une agence gouvernementale qui aide les responsables locaux et au niveau des Etats à organiser les élections.

Une enquête de 2022 révèle que 54 % des circonscriptions électorales ont eu « du mal » ou « beaucoup de mal » à recruter des agents pour leurs bureaux

de vote. Elle révèle également que l'âge moyen de ces agents est de 61 ans.

Les mineurs n'ont pas le droit de travailler dans les bureaux de vote dans tous les Etats, mais certains leur permettent de le faire s'ils sont préinscrits sur les listes électorales. Dans les bureaux, les adolescents sont alors en duo avec des assesseurs chevronnés. S'ils manquent d'expérience, ils peuvent soulever des charges lourdes pour leurs collègues âgés et mettre à profit leur habileté numérique pour redémarrer les machines à voter, explique M. Hovland.

Les approches électorales varient d'un Etat à l'autre. A Bangor, dans le Maine, Joe Pelletier, enseignant, fait en sorte que ses élèves puissent travailler dans les bureaux de vote depuis 2018. Les adolescents ne reçoivent que des pizzas gratuites en échange, mais affirment que cela leur convient très bien dans la mesure où cela leur permet de sécher une journée d'école et d'avoir une ligne avantageuse sur leur CV.

« Je leur dis directement : "Vous savez, les universités adorent ça" », rapporte M. Pelletier.

A moins d'un mois des primaires qui doivent se tenir le 11 juin dans le Maine, le bureau du secrétaire d'Etat a récemment annoncé qu'il avait encore besoin de recruter des assesseurs et demandé aux habitants de l'Etat, y compris aux jeunes de 16 et 17 ans, de se porter volontaires.

Sarah Caswell, professeur de sciences et éducatrice spécialisée à Lincoln High, recrute des élèves pour travailler dans un bureau de vote de Philadelphie depuis 2021, lorsqu'elle a reçu un appel du bureau des élections local. Elle choisit des



SIPA PRESS

Souvent âgés, beaucoup d'assesseurs américains ont décidé d'arrêter leur mission après la pandémie.

élèves assidus et qui ont de bons résultats.

« Maintenant, nous avons des jeunes de tous les niveaux et de toutes compétences linguistiques », explique Mme Caswell, qui espère recruter davantage de lycéens pour les élections présidentielles afin de les envoyer dans des bureaux de vote voisins.

Pour les primaires du 23 avril, une quarantaine de lycéens et de bacheliers fraîchement diplômés ont travaillé dans le bureau de vote de Lincoln, et peu d'entre eux se sont plaints de devoir être sur place à 6 heures 30 du matin.

« C'est amusant d'écouter les histoires des électeurs, surtout des plus âgés. Ils adorent parler » explique Amanda Delima, une lycéenne de 17 ans.

Mlle Delima, qui a été vic-

time d'un AVC à l'âge de 13 ans et a dû réapprendre à écrire avec son autre main, dit qu'elle prend plaisir à inscrire le nom des électeurs dans le registre à son propre rythme, sans se sentir bousculée comme à l'école.

Ce choix de s'adresser aux lycéens n'est pas la seule méthode créative mise en place par les Etats pour trouver de nouvelles recrues. Dans le Kentucky, certaines bouteilles de vin arborent un QR code sur leur étiquette permettant de s'inscrire comme assesseur. L'équipe de basket des Detroit Pistons encourage à travailler dans les bureaux de vote. Dans certains Etats, les avocats peuvent recevoir des validations professionnelles s'ils acceptent de se porter volontaires. Dans le Nebraska, un comité désigne les électeurs d'office pour qu'ils viennent

travailler au bureau de vote. Et les étudiants pourraient se proposer en plus grand nombre depuis que la Maison Blanche a annoncé clairement en mars dernier que les fonds fédéraux destinés aux étudiants qui travaillent pour financer leurs études pouvaient servir à payer les assesseurs.

Les anciens militaires sont également toujours plus nombreux à se proposer, rapporte Ellen Gustafson, cofondatrice de Vet the Vote, un groupe qui recrute des vétérans et les membres de leurs familles. En 2022, il a réussi à recruter plus de 60 000 personnes pour travailler dans les bureaux de vote. Les vétérans ont une mentalité tournée vers le service au public, ils sont donc parfaitement adaptés pour travailler dans les bureaux de vote, estime

Mme Gustafson.

Recruter des assesseurs est devenu plus difficile depuis l'élection disputée de 2020, l'assaut contre le Capitole du 6 janvier 2021 et les profondes divisions qui continuent de définir le paysage politique.

Steve Simon, secrétaire d'Etat du Minnesota, affirme que les responsables des bureaux de vote et les assesseurs ressentent cette pression supplémentaire.

« Certaines personnes ont pu prendre leur retraite plus tôt que prévu suite à l'intensité des élections de ces dernières années » explique-t-il. « Je pense que pour certains, ça a pesé dans la balance. »

Près de vingt Etats ont renforcé les mesures de protection des employés de leurs bureaux de vote et des responsables électoraux depuis 2020, selon la National Conference of State Legislatures. Beaucoup de circonscriptions forment également les assesseurs pour leur apprendre à désamorcer des situations de tension.

Pour les élèves de Mme Caswell, devoir gérer de temps en temps un électeur énervé peut s'avérer une expérience professionnelle précieuse, estime-t-elle.

« Ce n'est pas la même chose d'en parler en classe et de le vivre avec un inconnu qui leur crie dessus » explique-t-elle. « Il faut qu'ils apprennent, "C'est la vraie vie, ça arrive. Si je travaille chez McDonald's, ça peut arriver que quelqu'un se mette en colère, que ce soit à tort ou à raison". »

Alyssa Lupkat et Mariah Timms
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original

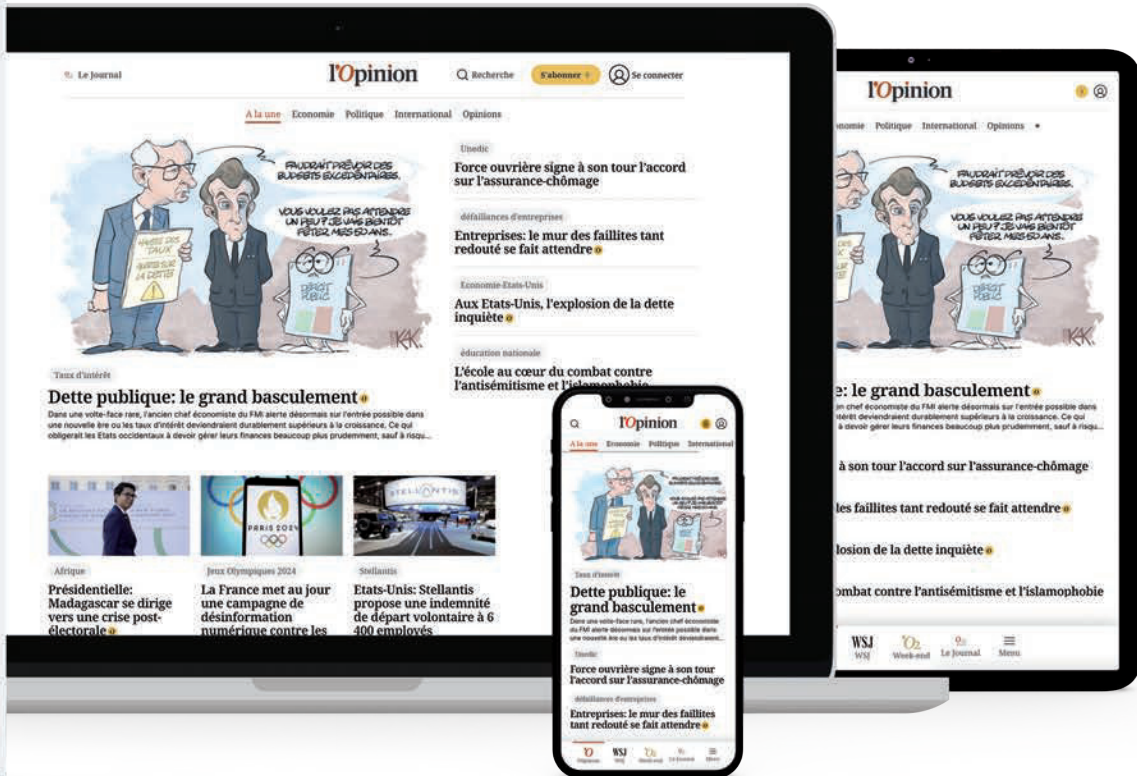
Abonnez-vous à l'Opinion

Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

OFFRE INTÉGRALE sans engagement

9€^{TTC}
90
Le 1^{er} mois
puis 25,90 €/mois

Le journal en version
papier et numérique



Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE
POUR VOUS ABONNER !



Offre valable jusqu'au 31/12/2024. Offre Intégrale au prix de 9,90€ le 1er mois puis 25,90€/mois (sans engagement). Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.